



INTERNATIONAL
C O C O A
INITIATIVE

**Etude sur les flux migratoires et sur la mobilité des
enfants à destination des communautés productrices
de cacao au Ghana**

Guy MASSART, Songes.

**Collaboration: Kasim SALIFU, Centre for Migration Studies
University of Ghana, Legon.**

Janvier 2012

Table des matières

Résumé	4
I. Introduction.....	8
1.1. La structure du rapport	8
1.2. Des éléments de contexte.....	10
1.2.1. Limites de l'étude, acquis méthodologiques, futures activités de recherche.....	10
1.2.2. Le rôle des ONG locales.....	13
1.2.3. Les institutions religieuses	15
1.2.4. Le Ghana et la transition démographique	16
II. Résultats, Analyses	18
2.1. Les enfants mobiles dans les fermes de cacao	18
2.1.1. Les sujets, les enfants mobiles.....	18
2.1.2. Les mobilités des enfants vers les fermes.....	21
2.1.3. Les enfants et l'enfance dans leur contexte	22
2.1.4. Les enfants et les employeurs.....	23
2.1.5. L'école comme motif de mobilité	25
2.1.6. La pauvreté comme motif de la mobilité.....	27
2.1.7. Les effets de la mobilité sur les enfants.....	29
2.1.8. Les enfants de migrants	31
2.2. Les autres formes de mobilité.....	33
2.2.1. Le travail en ville	33
2.2.2. L'orpaillage (Galamsey).....	35
2.2.3 Attitudes de la société face au travail des enfants et les valeurs sous-jacentes	36
2.2.4. En guise de synthèse.....	38
2.3. Dynamiques dans le secteur du cacao	42
2.3.1. Indigènes et migrants.....	42
2.3.2. Migrants dans la forêt.....	43
2.3.3. Disponibilité de terres.....	45

2.3.4. Nouveaux investissements, le futur.....	46
2.4. Quatre questions clés moins empiriques.....	49
2.4.1. La conception de l'enfance	49
2.4.2. Etre femme.....	51
2.4.3. L'imaginaire.....	52
2.4.4. La recherche ignore	54
2.5. Conclusions	55
III. Suggestions	58
3.1. Contraintes sur les suggestions.....	58
3.2. Des services de proximité	61
3.2.1. Des enfants organisés ? Connectés, visibles.....	61
3.2.2. Travail de proximité avec les unités familiales de production.....	66
3.3. Renforcement et structuration du secteur de l'enfance	68
3.3.1. Construire des alliances et renforcer les réseaux.....	68
3.3.2. Learning Organisations	70
3.4. Plaidoyer et conditions structurelles	72
3.4.1. Améliorer l'école.....	72
3.4.2. Investir dans le secteur du cacao.....	73
3.4.3. Investir dans le Nord et prévention	74
IV. Bibliographie citée	75

Résumé

L'étude a été menée de juillet à octobre 2011. Elle s'est déroulée en cinq phases : établissement d'une méthodologie de travail ; revue de la bibliographie ; travail de terrain itinérant au Ghana du 7 septembre au 7 octobre et enfin, rédaction d'un rapport d'étude et production d'un montage multimédia « Hors de l'enfance, Hors de la pauvreté », accompagné de la vidéo d'un entretien avec un fermier, Mr. Ansah. Le travail de terrain a permis de visiter des zones de production de cacao (Western– Asankrangwa et Brong Ahafo Regions - Gaoso), une zone d'origine des enfants mobiles, dans la Région de l'Upper West (Bawku), des villes étapes par où passent les enfants mobiles voyageant du Nord au Centre et au Sud du pays (Bolgatanga, Tamale, Sunyani, Kumasi). Deux ateliers ont eu lieu avec les partenaires d'ICI au Ghana, un atelier d'introduction et planification de l'étude et un atelier de partage et discussion des résultats préliminaires.

Les observations ont montré que des enfants migrent vers les zones de production de cacao. La plupart de ces enfants sont des garçons originaires des régions Nord du pays, voire du Burkina Faso voisin. Toutefois, des filles travaillent également dans les plantations. Ces enfants ont le plus souvent des pratiques de migration temporaire. Ils quittent leur savane natale pour gagner de l'argent en vendant leur main d'œuvre au cours des périodes d'inactivité agricole dans le Nord. Ces mobilités peuvent débuter dès 13-14 ans. Les enfants mobiles qui travaillent dans les zones de production du cacao identifient les opportunités de travail à travers leurs réseaux familiaux, à travers des personnes de leur famille nucléaire ou étendue, des personnes de leur village actives dans les exploitations de cacao. Ces réseaux sociaux sont cruciaux pour pouvoir trouver un emploi. Les modes de rétribution du travail sont divers. L'idéal pour les enfants est de recevoir un salaire quotidien, mais souvent les échanges concernent les services de base 'logis, alimentation'.

Ces enfants font le choix de migrer. Les pratiques de mobilité sont pour eux des tactiques visant à faire face à l'incapacité de leurs parents pauvres à « *take care of them* », c'est-à-dire à leur offrir la possibilité de poursuivre leurs études, mais aussi à subvenir à leurs besoins de base. Si leurs parents ne peuvent prendre soin d'eux, ils doivent se prendre en charge et mieux encore, participer aux ressources familiales. De fait, leurs mobilités les projettent hors de l'enfance, puisqu'ils gagnent en autonomie et se créent des dépendants. Ces enfants mobiles cherchent également à se construire un futur, à gagner en autonomie. Les filles surtout expriment leur volonté à échapper au contrôle familial.

Leurs mobilités répondent donc à trois types d'incitations : économiques (argent, pauvreté), sociales/ identitaires (devenir quelqu'un, gagner du respect, connaître le monde) et imaginaires (explorer les opportunités et de potentiels futurs, explorer les espaces plus valorisés et donc des futurs meilleurs). Selon les observations, et analyses menées dans le cadre de cette étude, les mobilités des enfants sont principalement, des stratégies portées par les enfants et souvent par leur famille, et non des actes criminels relevant de la traite.

Les interventions en faveur des enfants mobiles et migrants doivent être élaborées à partir des effets (résultats) que ces enfants poursuivent par leurs pratiques de mobilité, car les effets poursuivis (buts) identifient les contraintes actives les poussant à la mobilité. C'est dans ce sens que criminaliser les mobilités des enfants est se tromper de cible. Ces observations enjoignent à reconnaître le rôle actif des enfants et des jeunes dans leurs pratiques de mobilité. Leur situation objective (manque de ressources, déséquilibres structurels et environnementaux entre les régions) et subjective (dépendance, absence de perspective de futur dans leur zone d'origine, statut de dépendant au sein de leur famille) stimulent leurs efforts pour sortir de l'enfance. Pour ce, ils se lancent dans l'acquisition de capitaux, financier (avoir de l'argent pour étudier, soutenir leur famille proche, survivre), social (réseaux, reconnaissance sociale – respect) et humain (apprendre à connaître d'autres manières de vivre, comment se comporter dans le « modern Ghana », maîtriser d'autres savoir-faire).

Souvent les enfants mobiles qui travaillent dans les zones de cacao sont peu visibles, ils sont intégrés dans des unités familiales de production souvent isolées dans la forêt, dans lesquelles ils prestent leurs services.

En comparaison avec d'autres formes de mobilité, les mobilités vers les zones de cacao sont relativement réduites et s'inscrivent souvent dans le cadre de relations personnalisées. D'autres formes de mobilité sont bien plus fréquentes, surtout celles de jeunes filles. Depuis une dizaine d'années, elles quittent les régions rurales du Nord pour aller travailler en masse, dès l'âge de 12-13 ans, dans les grandes villes. Elles y font office de portefaix sur les marchés, font du petit commerce, travaillent dans les cantines populaires ou remplissent des tâches ménagères. Dans la région de la forêt, d'autres activités attirent les jeunes et enfants du Nord (de 12 à 24 ans), il s'agit principalement d'activités d'orpailleurs (*galamsey*), qui fleurissent depuis trois ou quatre ans. Il s'agit d'une activité lucrative mais ô combien dangereuse et éreintante.

Les trajets sont effectués par les transports en commun. Au départ, les enfants disposent d'un capital qui leur permet de payer leur transport et de ne pas traîner en route. Les trajets ne leur prennent généralement pas plus de 24 heures. Il importe également qu'outre un capital financier, ils disposent d'un contact, un ami ou une personne de la famille, une connaissance, dans la zone de destination. Ces deux capitaux les garantissent contre les mauvaises expériences lors de leurs déplacements.

Ces mobilités se fondent sur un imaginaire collectif dans lequel le Ghana, l'espace national, est divisé en espaces hiérarchisés selon les opportunités de travail qu'il offre et donc leur capacité d'innovation, l'importance des flux d'informations, financiers, culturels qui y circulent. Les enfants mobiles sont associés par l'ethnie et la naissance à une zone d'origine déterminante pour leur identification personnelle ; la hiérarchisation des espaces fonde donc la hiérarchisation des catégories de personnes. La subjectivité des enfants migrants est marquée par leurs positions subalternes qui leur sont attribuées du fait de leur appartenance à une région pauvre du pays, à une famille pauvre, par leur appartenance à l'enfance, par leur identité de genre (si ce sont des filles), et par les discours qui définissent la normalité de l'enfance par la fréquentation de l'école. Tous les migrants contactés soulignent leur position inférieure, de subalterne et les sacrifices et souffrances que cela implique pour eux.

La soumission implique un pouvoir réduit de revendication, une vulnérabilité à l'exploitation. Cette position subalterne est vécue comme une souffrance et s'inscrit dans une longue histoire d'exploitation dont on voit bien que le registre reste teinté par des traumatismes du passé.

La forêt, et plus spécifiquement le secteur du cacao, a joué un rôle important d'intégration et de promotion de populations déshéritées depuis des siècles, comme une pompe à intégration et promotion qui permet dans un cycle relativement court à des migrants d'acquérir des capitaux qu'ils investissent notamment dans l'éducation et le commerce et qu'ils feront valoir ailleurs. La forêt est une terre de migrants, elle en reçoit constamment de nouveaux et « éjecte » les plus anciens, entretenant ainsi un roulement vertueux d'intégration, une sorte de zone de passage dans un mouvement plus ample du Nord vers le Sud, comme une étape pour une, deux ou trois générations qui s'y constituent des capitaux nécessaires pour poursuivre leur redéfinition. La diminution de terres disponibles pour l'expansion des superficies de cacao et l'apparition d'une catégorie de nouveaux investisseurs nationaux intéressés par les placements dans le secteur du cacao peuvent mettre en danger cette fonction intégratrice qui, en outre, a cette vertu de s'opérer à travers une myriade de petites exploitations familiales.

La relation économiquement instrumentale observée envers la forêt est à mettre en relation avec un esprit « capitaliste » rural qui anime les producteurs de la région, ce fait est à replacer dans une longue histoire régionale de commerce et d'entités politiques plus ou moins centralisées, dont le royaume Ashanti actuel n'est que l'ultime forme. Actuellement, l'augmentation de la production de cacao au Ghana passe par l'intensification de la culture et donc un investissement conséquent dans les services envers les petits producteurs. Il faut à tout prix éviter une augmentation massive de la taille des fermes qui pourrait mener à terme, à une prolétarianisation de la main d'œuvre agricole.

Face à ces dynamiques, il apparaît bien vain de changer les conditions de travail et de vie et les désirs des enfants migrants qui sont les moteurs des pratiques de mobilité juste en informant, sensibilisant. Ces pratiques de mobilité et de travail des enfants ne se reproduisent pas par ignorance de leurs acteurs, et pas souvent par la malveillance qui viserait à exploiter le potentiel de travail des enfants aux seuls profits d'agents intermédiaires et d'autres adultes responsables des enfants. Un changement et une amélioration des conditions de vie, de travail, bref, le respect des droits des enfants, passent par une autre stratégie basée sur l'organisation des enfants concernés, le renforcement des unités familiales de production, le développement d'activités d'éducation populaire, par le développement à des actions de plaidoyer envers les autorités responsables, et le développement au sein d'un réseau d'agences et institutions d'une capacité d'apprentissage permanent, de production et diffusion des connaissances.

A partir de ces observations et analyses et des rencontres avec des institutions de l'état, de recherche, et des ONG, huit suggestions sont proposées pour adapter le travail de prévention et de soutien aux enfants mobiles aux « évidences » analysées au cours de l'étude.

Les suggestions présentées sont de trois ordres :

D'abord, elles suggèrent une plus grande proximité, plus d'interactions, une plus grande capacité d'écoute, entre les organisations et institutions de soutien à l'enfance et les enfants travailleurs sur le terrain. Ce soutien accru passe par l'appui aux organisations, groupes formels et informels d'enfants et par la multiplication des offres d'éducation au sens large. Au vu des rôles centraux que jouent les familles, au vu des contraintes diverses qui rendent pour elles la mobilité des enfants une tactique pertinente de survie et de promotion, il est urgent que les interventions de lutte contre le travail des enfants aillent au-delà du travail de transformation des normes locales liées à l'enfance. Les suggestions proposent que se développent des activités qui cherchent à accroître les capacités d'adaptation des familles aux défis économiques et humains auxquelles elles font face.

Ensuite, de nombreuses recherches sont ou ont été menées à l'initiative d'universitaires nationaux et internationaux, d'institutions privées et publiques sur le travail des enfants et les mobilités dans les zones de production du cacao. Ces activités de recherche et d'apprentissage doivent être mutualisées et surtout mieux exploitées à des fins programmatiques, d'information et de communication. Cela requiert encore une fois une plus grande collaboration, dialogue entre les acteurs et une planification des recherches qui intègre la dissémination.

Enfin, pour faire face aux contraintes d'ordre structurel, les suggestions encouragent les institutions concernées et engagées dans le soutien au bien-être des enfants, à coordonner leur travail, et construire des perspectives et politiques communes basées sur les pratiques, contraintes et motivations des enfants et de leurs familles. Ces activités de collaboration et réseautage doivent pouvoir mener à des activités de plaidoyer dirigées en priorité vers l'état afin d'encourager le développement des services publics, ainsi que vers les institutions clés privées et publiques du secteur du cacao.

I. Introduction

Ce rapport se base sur une revue bibliographie détaillée dont il développe les pistes et interprétations des mobilités des enfants.

Parallèlement à ce document, un diaporama/ vidéo (« Hors de l'enfance, Hors de la pauvreté ») a été produit. Il complète le rapport et permet de présenter les principales observations et réflexions. En sus de ce montage, une seconde vidéo a été produite; il s'agit d'un entretien avec un planteur de cacao, Mr. Ansah, qui reprend quelques---uns des défis cruciaux auxquels font face les fermiers actuels. Chaque support se suffit à lui---même.

Dans ce texte, le ton oscille entre l'ethnographie et le rapport d'expert, combinant l'observation des pratiques de mobilité et leurs conséquences pour une action de changement social. Lors de cette étude, outre les enfants mobiles et leurs familles, les interlocuteurs au Ghana ont été ICI au Ghana, les ONG locales qui lui sont associées, d'autres organisations et services de développement de l'enfance et enfin, des chercheurs Ghanéens travaillant sur les pratiques migratoires des enfants. Le travail a donc oscillé entre travail empirique portant sur la phénoménologie des mobilités d'enfants, la présentation de ces observations et analyses aux acteurs, et le débat sur leurs conséquences en termes de programme de développement¹. Le texte tente de conserver le ton et la dynamique de l'approche adoptée tout au long de l'étude, l'oscillation entre empirisme et phénoménologie et les implications en termes de politiques, stratégies et programmes de développement envers l'enfance. Les choix liés à cette approche sont détaillés dans le document de description de la méthodologie.

1.1. La structure du rapport

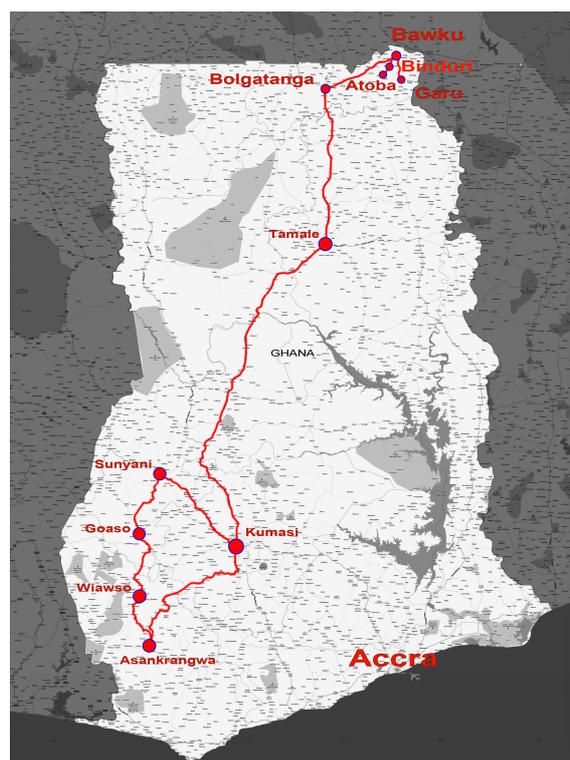
Le rapport débute par la présentation d'éléments de contextualisation de l'étude. Le premier élément traite de l'étude, ses limites, ses acquis, son éventuelle poursuite et valorisation. Le second élément présente et analyse la participation d'ONG ghanéennes à l'étude comme interlocuteurs privilégiés. Le troisième attire l'attention du lecteur sur les dynamiques religieuses au Ghana, le dernier porte sur la transition démographique au Ghana.

La seconde partie du rapport présente les résultats de l'étude. Ils sont structurés en quatre sections. En premier, l'analyse des pratiques de mobilités des enfants vers les zones de cacao. En second vient l'analyse des autres formes de mobilités des enfants au Ghana. La troisième section saisit les dynamiques essentielles du secteur du cacao pour comprendre l'évolution des mobilités . Enfin, la quatrième section prend une certaine distance avec la phénoménologie des mobilités

¹ Je tiens à remercier l'immense disponibilité de tous mes interlocuteurs au cours de ce travail et particulièrement, la contribution de Kasim Salifu au cours du travail de terrain, mais aussi sa motivation et son dynamisme. Les opinions, analyses et suggestions présentées dans ce document sont de mon unique responsabilité. Guy Massart.

pour mettre en avant quatre questions clés, les conceptions et expériences de l'enfance, le statut de la jeune fille et de la femme, la dynamique imaginaire et les carences de la recherche concernant la mobilité des enfants au Ghana. Cette partie s'achève sur une synthèse des analyses de la mobilité des enfants.

La troisième partie du rapport est consacrée aux suggestions. Cette partie conjugue les analyses précédentes à des propositions de programmes et d'orientation qui en sont inspirés. Ces suggestions sont de trois ordres : le développement de services de proximité pour les enfants et les familles ; le renforcement et la structuration du secteur de l'aide et de la promotion de l'enfance ; et les mesures structurelles devant faire l'objet de plaidoyer. Les suggestions tentent de prendre en compte les différentes dimensions de la mobilité des enfants délaissées par les interventions²². Elles tentent d'être pragmatiques, c'est-à-dire tant de prévenir les migrations et que de les accompagner. Elles mettent l'accent sur : la concertation et coordination et le renforcement du rôle de l'état ; l'écoute et l'accompagnement des enfants et des familles ; la dissémination de connaissances aux publics nationaux et le plaidoyer.



² La subjectivité des enfants (aspect psychosocial) ; les familles considérées dans leurs spécificités locales ; et au niveau national, l'information et le débat sur les enfances ghanéennes, sur les déséquilibres régionaux et l'accès aux services de base de qualité et enfin les dynamiques économiques globales.

1.2. Des éléments de contexte

1.2.1. Limites de l'étude, acquis méthodologiques, futures activités de recherche

Ce rapport n'est pas une évaluation des efforts de la lutte contre le travail des enfants dans la zone de production du cacao. Les suggestions faites à la fin de ce rapport sont de l'auteur et cherchent à être conséquentes avec ses propres affirmations, notamment celle selon laquelle les méthodes de recherche et les résultats de recherche entretiennent avec les méthodes d'intervention et les objectifs d'une intervention un dialogue fécond et dynamisant. En d'autres mots, une approche pragmatique des migrations (qui se concentre sur les effets des actions et les acteurs) inspire une approche programmatique pragmatique. Une présentation des phénomènes de migration d'un point de vue anthropologique ouvre de nouvelles perspectives. Ce sont ces perspectives qui sont exploitées dans les suggestions.

Cette étude repose en grande partie sur la synthèse critique des travaux existants sur les phénomènes de mobilité des enfants au Ghana³. Si ce travail de terrain a pu être qualifié « d'anecdotique⁴ », cela ne signifie ni inutile, ni futile. Il a en effet permis de susciter de nouvelles questions, de soulever des perspectives sous-développées dans les études de la migration des enfants, principalement les suivantes : le besoin d'une meilleure connaissance des processus imaginaires (souvent évacués à tort sous des non explications de la « culture⁵») qui animent les enfants mobiles ; l'importance d'une étude diachronique d'enfants mobiles, pour inscrire ces stratégies dans le cycle de vie des enfants et évaluer l'impact de ces mobilités sur les enfants ; en enfin, l'importance de mettre ces connaissances en parallèle avec l'évolution de la famille et de la conception de l'enfance au Ghana, de l'évolution des identités de genre, et des stratifications sociales et spatiales.

Outre les limites présentées ci-dessous, les contacts et d'échanges individualisés avec des personnes âgées, surtout de la zone d'origine ont été insuffisant. Ce genre d'échange a mis en exergue d'autres dimensions de la migration des jeunes (indépendance, plaisir, découverte, pauvreté familiale) et les a mises dans une perspective historique.

³ Se référer au document du consultant « Revue bibliographique ».

⁴ Dans un courriel du 28/8/2011 à Prof. M. Awumbila du Centre of Migration Studies, de l'Université du Ghana, Legon.

⁵ Ceci n'expliquant rien, mais constituant un socle mystérieux appelé vaguement la « culture » (« la culture de migration », l'habitude ? La pratique habituelle ?...) Il s'agit en reprenant le qualificatif « imaginaire » de s'atteler à décortiquer et comprendre ces motivations imaginaires, la manière dont elles se reproduisent et agissent.

Plus, il apparut que les jeunes eux-mêmes produisaient un discours de justification invariablement centré sur la pauvreté et la recherche d'éducation formelle ; un discours au premier abord vide d'intentions plus personnelles, comme pour se protéger, et peut-être se rassurer (déli), ou encore apparaître conformes à des valeurs véhiculées par la sensibilisation sur le travail des enfants (voir 2.2.5.).

De plus, ces rencontres ont indiqué des organisations familiales en évolution, des tensions entre groupes générationnels, et des défis spécifiques à la position de femme.

Dans le cadre de cette étude, des faits passibles de redéfinir les priorités d'actions en faveur des enfants mobiles ont été cernées. Le temps et le budget disponibles n'ont cependant pas permis d'explorer trois zones géographiques complémentaires qui auraient enrichi l'étude :

L'extrême Est de la Western Region, dans les alentours d'Akontombra. Ce site présente trois intérêts : d'abord, situé à l'extrémité de la zone d'expansion de la culture du cacao, à la frontière avec la Côte d'Ivoire, la superficie des exploitations y est en moyenne plus grande et leur productivité y est de 56% supérieure (Cocoa Labour Survey 2008 :80) à celle de l'exploitation moyenne des Regions Ashanti et Brong Ahafo.

La question de la disponibilité et l'accès à la terre peut y être différente et induire des pratiques de mobilité différentes (voir 2.3. à propos des dynamiques économiques du secteur). Ensuite, outre une présence plus importante d'investisseurs récents dans le secteur du cacao, d'autres entités y interagissent avec les planteurs et cultivateurs de cacao, les réserves forestières.

Enfin, cette situation de dialogue entre des cultivateurs et des entités étatiques sur la question de l'accès et l'autorité sur des terres est particulièrement intéressante dans le cadre plus large de la définition et de la mise en place des politiques. Ces éléments sont importants dans la mesure où ils sont centraux aux dynamiques de mobilité de main d'œuvre, notamment infantine.

L'Upper West, Wa. Le choix de visiter l'Upper East lors de cette mission d'un mois sur le terrain s'imposait comme une évidence ; la grande majorité des enfants en mobilité rencontrée dans les zones de production de cacao étaient originaires de cette Région. Toutefois, les modes migratoires des enfants de l'Upper West sont moins documentés. En outre, de nombreuses ONG tant nationales qu'internationales sont actives dans cette région. Quels sont les effets de ces interventions en amont sur les pratiques de mobilité et tous les phénomènes connexes liés à un changement social accéléré et la pauvreté ?

Enfin, une visite de terrain et des contacts afférents s'imposent sur la question de l'exploitation des enfants de la côte sur les rives du Lac Volta dans la pêche artisanale (Monghardt 2006). Des interventions sont en cours et des chercheurs et artistes se penchent activement sur cette situation.

Selon certains avis recueillis, les pratiques en cours s'apparentent à du trafic d'enfant, les parents recevant directement d'intermédiaires des sommes pour la vente du travail d'un enfant sans que celui-ci ne participe à cette décision et sans qu'il puisse accéder à une éducation formelle. Cette situation permettrait une comparaison entre les différentes formes économiques des mobilités des enfants.

Toujours en termes de comparaison et de complémentarité, une étude des flux migratoires vers les zones de cacao en Côte d'Ivoire devrait permettre non seulement de documenter⁶ les pratiques de travail de l'enfance dans les zones de production du cacao en Afrique de l'Ouest (Ghana, Côte d'Ivoire), mais également d'affiner les suggestions en termes de politiques et programmes concernant les enfants mobiles.

Tout au long de ce travail, trois principes liés à la méthode et la forme de l'étude ont été mis à l'épreuve :

Le premier de ces principes : en s'appuyant sur des chercheurs nationaux, sur leurs travaux récents, en engageant un dialogue actif avec les intervenants de terrain et avec un investissement relativement limité, il est possible de produire des études qualitatives pertinentes sur le plan national et international, basées sur une approche pragmatique et dont les perspectives ouvrent d'autres horizons d'intervention. Evidemment, cela requiert une bonne connaissance de la bibliographie par le chercheur, une familiarisation avec les politiques contemporaines de protection de l'enfance, mais aussi des collaborateurs efficaces sur le terrain.

Le second principe : il est possible, avec des moyens de terrain réduits, de produire du contenu visuel et sonore, pour peu que les chercheurs puissent compter sur l'aide de spécialistes du multimédia dans la phase de postproduction, pour produire des documents de dissémination à partir du travail de terrain. De ce point de vue, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des espérances. Il est nécessaire de se faire accompagner d'une personne en charge de la capture des images, des vidéos et des sons, avec laquelle collaborer dans la phase de postproduction. En effet, dans le cadre d'une étude comme celle-ci, où le temps et le mouvement sont essentiels, le chercheur, pris dans les échanges avec les interlocuteurs, occupé à observer, prendre des notes, est peu disponible pour faire ces captures, le défi est technique (avoir des matériaux digitaux de bonne qualité), artistique (des produits artistiquement acceptables), et quantitatif (avoir assez de matériaux divers couvrant toutes les interactions importantes). La situation est différente quand le chercheur lui-même est uniquement chargé de récolter des matériaux multimédia.

Enfin, il est apparu clairement tout au long de ce travail et de sa restitution que la mobilité et la totale disponibilité des chercheurs étaient cruciales au cours du travail de terrain. Faire l'expérience de la mobilité et s'interroger dans les différents espaces, dialoguer avec les différents acteurs impliqués dans les mobilités des enfants a été déterminant.

⁶ Cette question de « documentation » est développée dans la suggestion « Learning Organisations », point 3.3.2.

Parce qu'on a affaire à des phénomènes de mobilités des sujets dans l'espace, parce que leurs expériences sont aussi des *parcours* de vie, dans le temps social, pour ces raisons, des études diachroniques sont nécessaires. Il ne s'agit plus seulement de suivre les parcours dans l'espace mais d'accompagner des sujets dans le temps et l'espace (dont la relation est centrale dans l'imaginaire des enfants mobiles) et de multiplier les rencontres et dialogues de recherche.



A Gaoso

1.2.2. Le rôle des ONG locales

Des cas de traite d'enfant présentés par des ONGs actives dans la zone de production du cacao ont été analysés en commun au cours d'un atelier. C'est sur la base des analyses de leur pertinence pour la recherche en cours (dont les participants avaient largement pris connaissance lors de sessions précédentes de cet atelier) que des zones de visite ont été identifiées.

Dans le cadre de cette sélection des sites de recherche, les représentants des ONG ont suggéré des cas de traite à identifier et suivre. De cas documentés, je n'en aurai finalement reçus que deux. En outre, les cas évoqués et proposés par les participants au cours de l'atelier sont peu nombreux, vagues, datés.

Plusieurs explications possibles à ce fait : Les ONG défendent que dans la mesure où ils n'ont pas de moyens de prendre en charge les enfants dont la situation requerrait une intervention immédiate, voire un rapatriement, ils ne s'intéressent plus à ces cas.

L'absence de capacité matérielle d'action rendrait tout intérêt inutile, voire contreproductif envers les 'victimes'. Les ONG dénoncent, regrettent cet état de fait. Leur bailleur leur a signifié n'avoir ni la mission, ni les moyens pour prendre en charge ces cas, il estime en effet que cette responsabilité échoit aux services de l'état.

Toujours selon les ONG, ces services publics ne disposent pas des moyens nécessaires pour remplir leur mission, ce que plusieurs acteurs du secteur de l'aide à l'enfance au Ghana m'ont confirmé. L'état doit assumer ces prérogatives et les citoyens doivent s'associer pour réclamer leurs droits, et ainsi reproduire voire renforcer l'autorité de l'appareil d'état, ...

Ainsi va la logique d'un modèle de relations entre « état », « marché » et « société civile ». Replacé dans le cadre de l'étude des mobilités des enfants, on s'interroge d'emblée sur l'effectivité de l'organisation des citoyens qui constituent la société civile. Quid notamment des familles dont sont issus les enfants mobiles ?

Les ONG se disent préoccupées par l'usage médiatique qui pourrait être fait de ces cas. Le souvenir des articles des années 2000 stigmatisant l'exploitation des enfants dans les zones productrices de cacao a marqué les esprits. Ces préoccupations témoignent également de la perception par les participants que l'attirail conceptuel, *trafficking, bondage, middleman, exploitation, labour*, n'est pas suffisant pour rapporter les phénomènes observés (*migration, exchange, mobility, coping strategy, investment, independence, gender, exploitation,...*). Les cadres conceptuels, cadrent ! Ils contraignent donc les pensées et les actions, c'est contre ce genre de pouvoir que la recherche peut être cruciale dans la lutte pour l'indépendance de l'esprit et l'égalité entre tous les Ghanéens et surtout le développement de politiques sociales pertinentes.

On peut trouver au nombre limité de cas présentés des raisons bien plus limpides, et celles-ci ne sont-elles pas les meilleures ? Ou il n'y a pas d'enfants migrants dans les zones de production de cacao, ou ils sont invisibles. Or, il y a des enfants migrants indépendants dans les zones de production de cacao, nous en avons rencontrés. Leur invisibilité alors, : ces enfants migrants ne poseraient de problème à personne, ne revendiqueraient aucun droit et donc passent inaperçus, invisibles, socialement intégrés. Cette acceptation de jeunes migrants reposerait sur des relations sociales et économiques complexes qui consistent en des échanges entre leur force de travail et non seulement de l'argent, mais aussi des aliments, des compétences, savoir-faire, de connaissance, réseaux sociaux, ...

La non visibilité des migrants peut également découler de la méfiance des employeurs potentiels, propriétaires mais plus fréquemment des *care takers*. Ils redoutent d'exposer leurs pratiques, elles ne sont pas conformes à ce qu'ils pensent que les ONG voudraient observer. Enfin, les jeunes travailleurs restent isolés, outre qu'ils se concentrent très exclusivement sur leur tâche et ne vont pas à l'école lors de leur séjour, les « *cottages* » auxquels ils/ elles sont attachés sont souvent isolés. Les *cottages* sont les résidences des unités de production, car c'est ce dont il s'agit : des unités de production familiales souvent dispersées dans la forêt.

De taille un peu supérieure, agrégeant deux familles proches par exemple, on parlera de *Hamlet*, hameau.

Le village, la « *community* »⁷ agrège une population plus importante et puis surtout les services de base ; elle est en outre, le lieu de résidence du *local Chief*. Une unité de production est agrégée autour du ou des personnes responsables de la ferme de cacao sur le terrain. Cette unité se partage des habitations, un foyer, des champs de production vivrière. La taille de ces unités varie.

Certains jeunes travailleurs masculins, temporaires ou non, louent leurs services aux uns et aux autres et résident ou dans le village ou dans un des *hamlets* où ils ont trouvé du travail. Les enfants plus jeunes, ceux qui sont au début de leur carrière migratoire (13, 14 ans) des deux sexes sont souvent actifs sur une seule ferme où ils séjournent.

On peut finalement invoquer des raisons plus prosaïques mais non moins contraignantes, pour expliquer l'invisibilité relative : le manque de moyens logistiques, de ressources humaines (et donc de temps d'interaction sur le terrain) dont disposent les associations locales. En outre, la poursuite et la documentation de cas nécessiteraient des formations adéquates pour le personnel de terrain, notamment dans le domaine des techniques d'animation et de développement des enfants et des jeunes, et dans celui de la récolte d'information.

1.2.3. Les institutions religieuses

Avant de poursuivre avec les analyses des mobilités, il faut évoquer l'effervescence religieuse pour simplement souligner quelques traits que le lecteur gardera en mémoire. Tout comme au sein des communautés musulmanes locales, les églises chrétiennes sont des espaces sociaux et humains mais aussi de redistribution de ressources.

Les formes religieuses contemporaines semblent garder les traces holistes des religions anciennes et témoignent d'une grande vigueur spirituelle contemporaine.

Des églises développent des programmes de développement et les mettent en œuvre, organisent des réseaux de solidarité, des associations de genre, de classe d'âge, etc. Bref, elles sont des acteurs importants dans la sphère publique ghanéenne (voir 3.3.1.) d'autant qu'elles touchent à la subjectivité et la morale de leurs membres.

Pour se convaincre de la centralité des pratiques religieuses dans la vie quotidienne de nombre de Ghanéens chrétiens, outre leur omniprésence dans l'espace public, il suffit de souligner les leitmotifs diffusés sur les affiches, à la radio, à la télévision, ils concentrent ce qu'offre les églises, en deux mots : *healing* et *prosperity*. Deux offres qui doivent donc correspondre à des désirs partagés par les fidèles.

⁷ La notion de « *village* » a pris une connotation si péjorative au Ghana, qu'on appelle les agglomérations de petite taille, « *community* ». Cette simple information laisse entrevoir une hiérarchisation des espaces par laquelle la petite agglomération rurale est stigmatisée, mais aussi le registre (discours du développement) dans lequel ces hiérarchisations puisent.

Cette étude n'a pas permis d'approfondir en détails les relations entre mobilités des enfants et effervescence religieuse. Toutefois, tant la quête de guérison que la recherche de prospérité permettent de souligner un climat imaginaire au sein de la population : la guérison se réfère à une blessure. O, l'émotion et la douleur de la soumission aux ordres d'un autre auquel on offre son travail est un thème récurrent dans les discussions avec les migrants, des enfants et des adultes. L'expression pidgin tant entendue « *Work under somebody* » suggère déjà le poids et la douleur et l'exploitation.

En ce qui concerne la prospérité, est toujours associée au respect de normes, à une valeur individuelle, soit morale, soit d'endurance. Il est intéressant de noter qu'en sociologie, les approches normatives de la société en termes de fonctions, de la veine Durkheimienne, sont bien incapables de rendre compte du changement ; en revanche, elles rendent plutôt bien compte de la reproduction du système social.

Logiquement donc, cela pourrait être bien cet effet, que les immenses efforts (la quête) de normalisation (et donc moralisation) des fidèles poursuivent : la maîtrise, voire « l'arrêt » du changement, la stabilisation du, d'un « système », sa prévisibilité telles que les présentent les théories sociales normatives.

Il faudra donc garder en tête les rôles des églises et institutions religieuses dans la sphère publique, leur rôle en faveur du bien-être moral et spirituel de leurs membres, mais aussi leur pouvoir à produire certains types d'individus. Fidèles à une approche pragmatique, il faut observer la manière dont elles s'adaptent aux attentes de leurs membres et le dialogue entre institutions et fidèles.

1.2.4. Le Ghana et la transition démographique

Le Ghana est plus avancé que la plupart de ses voisins dans le modèle de la transition démographique : le Ghana serait entré dans la phase de stabilisation de la population. Deux éléments très significatifs conséquents : d'abord, outre la réduction de la mortalité, cela signifie que les taux de natalité ont significativement baissé. La population est pourtant toujours en croissance et la proportion de la population jeune importante.

Toutefois ces deux mesures vont baisser. Le défi économique national qui consiste à permettre le bien-être de cette population et les consommations croissantes de biens et services reste énorme. Ensuite, cela signifie que comme pour le Sénégal, au Ghana, les urbains sont plus nombreux que les ruraux. Toutefois, cette observation doit être remise dans le contexte local des mobilités et des formes de relations avec la terre qui sont développées dans ce texte ; la résidence en ville n'implique pas que les sujets ne soient actifs qu'en ville.



Panne de machine

II. Résultats, Analyses

2.1. Les enfants mobiles dans les fermes de cacao

2.1.1. Les sujets, les enfants mobiles

Des enfants⁸ et jeunes migrants travaillent dans les plantations de cacao. Certains sont non accompagnés (mobiles indépendants), ils bougent et trouvent du travail par eux-mêmes dans les fermes, ils ont environ entre 13 et 24 ans. D'autres enfants migrants sont confiés par les responsables d'éducation dans la zone d'origine à des membres du réseau familial, ces derniers sont souvent plus jeunes que les précédents. D'autres accompagnent leurs parents (enfants de migrants). Des jeunes hommes et des adultes également arrivent et repartent fréquemment des zones de production de cacao pour des séjours de travail temporaire. Enfin, des jeunes hommes et femmes récemment mariés migrent vers les zones de production pour s'y installer et prendre une plantation en charge. Ces enfants et jeunes mobiles sont pour la plupart de la région du Nord (Upper East et Upper West, Northern), parfois du Burkina Faso.

Les sujets de cette étude étaient plus particulièrement les enfants migrant de manière indépendante, non-accompagnés. La migration est une forme de mobilité. La migration suppose une zone d'origine, et une zone d'installation, une intention, et une nouvelle installation. On observe dans le chef des jeunes et des enfants, des formes diverses de mobilité, et surtout diverses phases de mobilité et de retour qui peuvent résulter dans une migration. Ce terme de mobilité permet de saisir les pratiques qui impliquent toutes les formes de déplacement des enfants, comme par exemple ce que l'on appelle le confiage, « *fostering* » en anglais, des pratiques qui déplacent les risques et les responsabilités envers les enfants.

Lorsqu'ils travaillent dans les zones de production de cacao, les enfants mènent principalement les tâches suivantes : Désherbage, transport des fèves de la plantation à la maison pour le séchage, le transport de l'eau lors des pulvérisations, l'ouverture des cabosses. Mais ils peuvent également travailler dans la production vivrière ou animale au sein de l'unité de production familiale.

La plupart des enfants et jeunes mobiles sur les fermes de cacao sont des travailleurs temporaires. Il s'agit d'enfants et surtout de jeunes et d'adultes juniors (non mariés), qui bougent lors de la saison d'inactivité agricole dans leurs zones d'origine (Savane du Nord) et viennent travailler dans les fermes de cacao pendant une période limitée. L'idéal de leur point de vue, est d'être payé à la journée (entre 5 et 7 Ghana Cedis par jour). Toutefois, les formules sont diverses : offre de nourriture, d'abri et d'argent pour le trajet sont répandus.

⁸ Les conventions internationales considèrent enfants les personnes de moins de 18 ans. Quand je me réfère aux « jeunes », il s'agit de personnes de 18 ans jusqu'à environ 25 ans.

En fonction du degré de parenté entre l'employeur et l'enfant mobile, le fait de permettre à l'enfant de suivre un apprentissage, d'aller régulièrement à l'école fait partie des formes de rémunération, entre dans les termes de l'échange, (ou de l'assistance comme elle est souvent présentée). Il est important de pouvoir saisir plus précisément les formes des échanges impliqués dans la mobilité des enfants. Dans de nombreux cas, la mobilité consiste à déplacer la charge d'éducation et à donner accès à de nouvelles opportunités et envisager des horizons futurs, ces deux effets procèdent de l'imaginaire. Comme dans les formes plus classiques de confiage (*fosterage*), le travail de l'enfant et les opportunités que sa présence dans un autre lieu sont censées lui ouvrir entrent également en considération. Dans les périodes sèches au Nord, la mobilité qui permet aux mobiles d'obtenir de la nourriture et quelques sous en échange de leur travail est importante. Certains métayers originaires des Régions du Nord qui accueillent ainsi des personnes de leur région d'origine se décrivent comme de « *good samaritans* »⁹ envers leurs « frères ».

Une première expérience de mobilité sera très probablement suivie d'autres. La première expérience est toujours la plus dangereuse : l'enfant est plus jeune (avant 14 ans), sans expérience et avec une capacité d'action stratégique (*agency*) réduite. Ses réseaux sociaux sont minces, ses contacts sont souvent indirects, par intermédiaire et non des connaissances personnelles, ses capacités de négociation avec les employeurs sont également faibles. La fuite est souvent l'action la plus courante des enfants mobiles face à des situations difficiles tels des abus, des cas de maladies.

Nous n'avons pas rencontré d'enfants dans les zones de cacao qui disent être forcés à travailler au-delà de leur force. Des enfants qui se considèrent sous-payés, oui. Nous n'avons pas trouvé des enfants, ni leurs traces, victimes d'intermédiaires qui tirent profit du labeur d'enfants qui ne seraient pas rémunérés.

Pas de trafic d'enfants donc dans les zones visitées et à travers les expériences recueillies. De l'avis de tous, ces pratiques sont devenues extrêmement rares grâce aux répressions largement médiatisées. Même les cas présentés par les associations, ONG locales, lors du premier atelier n'ont pas permis de rencontrer des enfants victimes de *middlemen* et encore moins ces intermédiaires en tant que tels.

De tels intermédiaires existent probablement, mais il n'est pas du tout sûr qu'ils perçoivent leur rôle comme illégal, ils offrent des services de placement, services qui se rétribuent. Le lecteur comprendra que les formes d'échange entre travail et « rémunérations » sont multiples, il ne s'agit pas d'un commerce d'êtres humains mais de stratégies de survie, d'émancipation et d'intégration économique.

⁹ Les termes anglais en italique et entre « » sont des termes employés par des interlocuteurs rencontrés au Ghana. Certaines citations entre « » sont en français, elles sont reprises de mes notes.

Ces tactiques et stratégies¹⁰ se passent hors de cadres de régulation effective, manifestement dans un contexte où dans la pratique le statut des enfants et de l'enfance¹¹ est objet de diverses perceptions et applications. Les tactiques se déclinent entre des catégories sociales inégales, avec des demandes différentes. Parmi ces catégories sociales, les enfants (et parmi eux, d'autant plus les jeunes enfants filles), restent la catégorie sociale la plus faible et donc la plus passible d'être exploitée. Ces mécanismes et stratégies s'inscrivent dans la durée, ils doivent être lus dans la durée, diachroniquement, faute de quoi, elles n'ont aucun sens. Ce n'est que dans la durée que l'enfant parviendra à créer des dépendants et donc sortir de son statut d'enfant, ou alors il ou elle fuira son milieu d'origine pour se plonger dans un contexte tout différent où il/elle pourra se construire d'autres identifications, se créer un nouveau futur, voire une nouvelle vie, qui peut être misérable.

Il n'y a pourtant pas de doute que des adultes participent à la mobilité des enfants et des jeunes. La littérature montre que dans près de la moitié des cas, les parents participent à la décision de mobilité (Kwankye 2011, Kwankye & ali 2009), parfois l'encouragent et y investissent des fonds. Il est impensable qu'un enfant se mette en mouvement sans capital financier de départ pour pouvoir assurer son transport et ses premières nécessités. Dans la Région Nord, subsiste une pratique qui consiste à confier à la sœur du père la première fille de son mariage, à la tante donc. Cette tante nommée localement la « *pruba* », se voit offrir, confier une enfant qui n'est pas sa fille, et qui conservera souvent au sein de sa famille d'accueil un statut inférieur par rapport aux enfants de la maison. Souvent, la *pruba* facilite la migration de la fille de son frère pour lui permettre d'acquérir un trousseau (physique – bassines, ustensiles de cuisine et symbolique – expérience, connaissance d'autres modes de vie, voire de langue et de savoir-faire), une responsabilité qui normalement échoit à la « tante » et dont elle s'acquitte en facilitant la migration de la « nièce ».

Les enfants et jeunes mobiles indépendants sont volontairement mobiles, ou mieux, ils ne sont pas contraints par des personnes, mais par leur « situation » comme ils disent. Certains enfants et ex-migrant/es regrettent leur migration, car ils n'ont pas gagné assez, ils ont subi des violences, elle ne leur a permis de réaliser leurs aspirations d'indépendance,... Il ne faut pas sous-estimer la force d'endurance physique et psychique et les souffrances que cette mobilité implique pour les enfants. Même si, la grande majorité s'est déclarée satisfaite de leur décision. Les enfants mobiles rencontrés dans les zones de production de cacao préfèrent y rester plutôt que de rentrer.

¹⁰ Je distingue 'tactique', un comportement rationnel dans un cadre de contraintes, de 'stratégie' comme comportement rationnel qui a la capacité de remettre en cause les contraintes portant sur le comportement.

¹¹ Ce texte fait la différence entre « l'enfance » comme un espace social et discursif spécifique, un objet dont la définition est sujette à débat et conflits, et « les enfants » une acception sociologique, en tant que groupes d'acteurs sociaux et « un/des enfant(s) » comme individu(s) interagissant avec d'autres et sujet(s) d'expériences. (Massart 2009).

De nombreux autres étaient dans une pratique de migrations saisonnières. Il faut bien voir que ces pratiques de migrations saisonnières ne concernent pas que les enfants.

Des agriculteurs adultes des Régions Nord, souvent jeunes, non mariés ou récemment mariés pratiquent largement ce genre de migration.

2.1.2. Les mobilités des enfants vers les fermes

Les trajets parcourus par les enfants mobiles sont connus. Ils empruntent les transports publics de moindre qualité, aux prix les plus bas. Ils suivent les grands axes routiers. Ces trajets de la zone d'origine jusqu'au lieu de travail s'effectuent en général en maximum 24 heures. Les enfants, mêmes seuls, dorment dans le bus lors des trajets, pas dans les gares. Ils connaissent pour la plupart leur destination. Ils sont « briefés » par un adulte avant leur départ qui leur explique comment faire et combien payer pour quoi. Il est essentiel que les enfants qui voyagent seuls aient un capital en poche, faute de quoi, ils s'exposeront à de graves difficultés et des risques évidents pour négocier leur transport. Fréquemment, ils ont une personne de contact identifiée dans le village où ils se rendent, une personne qui fait partie du réseau familial. Plusieurs personnes ont relaté l'emploi de téléphone mobile pour diriger les voyageurs jusqu'à leur destination, les personnes d'accueil disposent d'un téléphone.



Kumasi, gare routière

Pour pouvoir travailler dans les plantations, il faut avoir des réseaux sociaux avec des « *care takers* » (en régime d'*Abunu* ou *abusa*) ou propriétaires de fermes eux-mêmes de la même région d'origine. Le capital social est constitué par la « famille », une notion très extensible qui va des frères et sœurs, cousins, oncles, jusqu'aux membres du même groupe ethnique.

Ainsi, l'information sur la possibilité de travailler pour quelques semaines, ou quelques mois, voire pour s'installer en tant que nouveau métayer à terme, est véhiculée par des personnes qui sont déjà actives dans les zones de production de cacao. Certaines fratries de migrants Kusasi rencontrées sont arrivées au compte-goutte, au fur et à mesure de la maturation des individus, de la disponibilité de terres et la demande de main d'œuvre. Souvent, tous les frères sont dans ce village de la forêt, la maman est restée au Nord avec une sœur.

Ainsi, les enfants qui vont travailler dans les plantations ont l'information à travers des membres de leur famille (de leur village ou de leur groupe ethnique) qui y sont métayers, soit par contact téléphonique, soit lors d'une visite dans la zone d'origine par ces derniers. Les parents sont informés des intentions migratoires, les encouragent fréquemment. Le premier voyage/ séjour de travail est le plus difficile. Au fur et à mesure des épisodes de mobilité, le jeune se construit son propre réseau social ; il acquiert du capital social. Car, ils acquièrent évidemment des capitaux par la mobilité.

Des jeunes femmes racontent que, parties pour travailler à Kumasi, elles ne s'y sont pas plu, ont eu des mésaventures, ou n'ont pas trouvé de travail assez rentable. Elles ont donc contacté qui une sœur mariée dans la zone du cacao avec un migrant du Nord, qui une cousine ou un cousin du village ayant une petite unité de production de cacao, pour aller travailler là-bas.

Les expériences sont diverses, certaines se lamentent de n'avoir reçu que l'argent du transport au terme de 6 mois de travail, d'autres se vantent d'avoir reçu 7 Ghana Cedis par journée de travail. La majorité des « migrations » d'enfants et de jeunes vers les zones de cacao sont le fait de jeunes hommes travaillant temporairement dans les fermes de personnes faisant partie de leur réseau social et souvent de même identité ethnique. Les jeunes hommes parviennent après deux trois années à inscrire leur mobilité dans les cycles agricoles voire scolaires de leur zone d'origine et ont les contacts suffisants pour savoir où ils vont travailler et avec qui.

2.1.3. Les enfants et l'enfance dans leur contexte

Pour mieux comprendre la mobilité comme tactique des enfants, il faut comprendre le statut de l'enfance dans la société locale. D'abord, l'enfant fait partie d'une unité de production familiale qui constituera une référence pour toute sa vie, même si ses efforts, notamment à travers la mobilité, semblent se concentrer de nos jours sur la construction de son individualité. Il est normal et désirable que l'enfant participe aux activités productives sans être rémunéré. Même si le rôle de l'éducation formelle est de plus en plus reconnu comme le régime d'éducation légitime pour le « *modern Ghana* », le travail participe très activement à l'éducation et la socialisation des enfants africains dans leur famille ou en-dehors de leur famille (Nieuwenhuys 1996, Weyer 2011). Les apprentissages acquis à travers l'imitation, la soumission aux décisions et indications des adultes, sont nombreux et dépassent les aspects techniques, mais inscrivent dans le corps des savoir-faire, des hiérarchies sociales et un rapport à la nature spécifique. Pour gagner de l'argent, il est donc indispensable qu'une distance sociale relative existe entre l'employeur et l'enfant (qui par là cessera d'être dans l'enfance).

Dans les premières années de vie, l'enfant jouit de liberté de mouvement, d'exploration de son milieu (Lancy 2008). Mais c'est un objet politique et économique : il ne participe pas directement aux décisions des unités sociales d'adultes auxquelles il appartient. Il est dépendant, sans autonomie. Il /elle a d'abord beaucoup de liberté et puis de moins en moins (en particulier pour les filles qui se rapprochent de la puberté). Il / elle est une ressource et une charge selon les circonstances économiques et les relations sociales au sein de cette unité mais toujours, un don de Dieu. Il faut tempérer ces affirmations et reconnaître que ces enfants influencent de plus en plus les décisions stratégiques familiales à travers la volonté de plus en plus généralisée de permettre aux enfants de fréquenter l'école.

Dans ce sens, l'école a de fait accru le pouvoir des enfants. Ils influencent désormais l'allocation de ressources au sein de l'unité familiale, mais toujours comme un objet d'éducation, d'investissement, plus que comme un agent.

Les personnes d'origine rurale rencontrées partagent une conception spécifique de la vie humaine, un vie rythmée par des cycles de vie distincts (bébé, enfant, jeune, adulte, senior), des cycles marqués par des rites et actes sociaux (circoncision, baptême, puberté, mariage, paternité, maternité) réalisations qui donnent/ donnaient une consistance propre au futur. Ces cycles sont évidemment en pleine redéfinition. De plus, il s'agit d'une conception de la vie humaine hiérarchisée selon le genre, où des tâches, des matières restent encore très spécifiquement « *gendered* ». Ces grandes distinctions hiérarchiques conditionnent les droits et donnent sens aux tactiques et stratégies des différents agents.

2.1.4. Les enfants et les employeurs

Il n'y a pas, de la part des planteurs, une volonté de recruter spécifiquement des enfants. Par contre, les planteurs apprécient les travailleurs du Nord. Selon eux, ils sont « *more humble* », « *easy to work with* », « *more submissive* », « *do not charge much* », ont cette discipline « *from Islam* ». Tous ces qualificatifs s'appliquent particulièrement à des enfants et des jeunes migrants du Nord. Ils font référence à une main d'œuvre soumise, flexible, bon-marché et musulmane (du Nord ?). La demande est clairement spécifiée, elle s'inscrit dans une rationalité économique et dans une économie de pouvoir portant sur plusieurs échelles, ethnique, régionale, individuelle, religieuse. La section portant sur les dynamiques du secteur du cacao expose les logiques économiques dans lesquelles se trouvent les employeurs potentiels.

Interrogés sur les modes d'obtention de main d'œuvre qu'ils préféreraient, les métayers ou planteurs de cacao ont présenté les options suivantes : Ils préfèrent que des jeunes migrants viennent s'installer en régime de *Abunu* ou/et *abunu*¹² sur leurs terres. Cela offre de la stabilité, une main d'œuvre motivée qui ne prend pas de liquidités.

¹² *Abunu* – *Abusa* – Deux systèmes de partage des récoltes, ou un « *care taker* », métayer prend en charge le travail de la ferme et divise la récolte avec le propriétaire (Benneh, s/d, <http://archive.unu.edu/unupress/unupbooks/80636e/80636E0q.htm>)

Toutefois, ce n'est possible que pour les fermiers déjà bien installés, qui ont suffisamment de terre et probablement d'autres activités ou fermes auxquelles se consacrer. Ensuite, les employeurs ont recours à de la main d'œuvre familiale restée dans les zones d'origine. L'offre de main d'œuvre spontanée est appréciée également, lorsqu'elle vient d'un individu, pas d'un groupe de personnes. Enfin, une autre solution consiste à faire appel à un intermédiaire, circulant entre zones d'origine et de cacao, mais cette solution est plus difficile et risquée, disent-ils. Dans tous les cas, avant d'employer des personnes extérieures, le fermier fait appel à la main d'œuvre familiale directement associée à l'unité de production, incluant les jeunes et les enfants qui ne vont plus à l'école, ou lors des vacances scolaires et les WE. Les enfants fréquentant l'école primaire rencontrés dans le cadre de cette étude ont confirmé qu'après être rentrés de l'école, ils participaient aux travaux de la maison, qu'ils soient domestiques ou liés à la production vivrière ou de rente. Ils trouvaient cette situation normale, se plaignant plutôt des longs trajets entre la résidence et l'école. L'enfant lui-même intègre son appartenance à l'unité de production. Elle est source de tout dans les premières années de vie.

Ismaël¹³, 14 ans, est arrivé dans ce hameau à quelques quinze kilomètres de Asankrangwa, par l'intermédiaire de Steve, qui a 22 ans et y tourne depuis 6 ans. Ismaël est du même village que Steve, dans l'Upper East Region. Steve en visite à la maison a rencontré Ismaël qui gardait des troupeaux. Ils ont discuté du travail dans le cacao. La mère d'Ismaël est décédée et son père s'est remarié. De nouveaux enfants sont venus et Ismaël a cessé d'être la priorité de son père. Ils ont parlé au père d'Ismaël qui a donné son autorisation au départ. Ismaël est là depuis 6 mois, à faire des basses besognes. Il n'a pas encore reçu de l'argent. Il ne sait pas s'il va être payé ni combien. Il mange, on le vêtit, il travaille. Plus tard, on lui trouvera un morceau de terre en régime de *abunu* ou *abusa* s'il défriche lui-même. Toutefois, même Steve n'en a pas un. Steve a même échoué à se marier et se trouve toujours contraint à à vendre ses services où ils sont requis. . Aucun des deux n'envisage de retourner dans le Nord, ils préfèrent « être ici ».



Migrante saisonnière, Binduri

¹³ Les prénoms utilisés dans ce texte sont fictifs.

2.2.5. L'école comme motif de mobilité

Dans leur discours, les migrants font peu de différence entre la motivation et les effets. Ils sont tout concentrés sur leur but. Ils partent parce qu'ils sont pauvres (motivation). Ils vont chercher de l'argent (effet, but). Gagner quelque chose. *Small Small*. L'argent pour quoi ? Pour payer leurs études qu'ils cherchent à continuer, car leurs parents n'ont pas les moyens. Quand on leur fait remarquer que 'école est gratuite, ils en conviennent mais indiquent qu'ils doivent payer pour l'uniforme, quelques fournitures et les livres. Ils expliquent que c'est aussi pour aider leur famille, pour aider leurs frères et sœurs, bref contribuer au revenu de l'unité familiale. Contribuer à l'unité familiale, c'est également en soustraire une bouche à nourrir dans les temps difficiles, et/ou quand les besoins de main d'œuvre sont bas. Ainsi un migrant confiait : « La famille [au Nord] n'a pas assez d'argent pour envoyer un enfant à l'école, alors ils l'envoient en migration ». La première réaction de tous les enfants migrants de manière indépendante est de justifier la mobilité par la pauvreté et la volonté de poursuivre des études.

La poursuite de l'éducation d'abord : en disant qu'ils bougent pour pouvoir aller à l'école les enfants et les jeunes court-circuitent une logique bien établie dans le monde de la lutte contre le travail des enfants. Ils ne migrent pas parce qu'ils ne vont pas à l'école, mais parce qu'ils veulent y aller, ou parce qu'ils veulent continuer à y aller et se voient obligés à des mobilités saisonnières lors des vacances scolaires. Cette sempiternelle ritournelle prend sens par rapport aux campagnes de sensibilisation sur l'obligation scolaire pour tous les enfants. C'est aussi que l'éducation formelle reste le meilleur ascenseur social, même si cet ascenseur ne fonctionne que petitement, même si dans la pratique d'autres ressources, d'autres activités tels le commerce, la politique constituent des mécanismes d'ascension sociale importants...

L'éducation est donc la première justification donnée. Selon eux, les profits de l'éducation consistent d'abord en ce qu'elle permet à la personne d'obtenir un meilleur emploi. Il faut être alphabétisé, savoir lire et écrire, pouvoir manipuler des « *papers* », cela permet dès lors de gagner plus d'argent et prendre soin de leurs parents. Selon les enfants, l'école apprend également à se comporter (« *how to behave* ») ; elle éduque même à une manière de se tenir et de s'habiller. Ces fonctions d'alphabétisation, de familiarisation minimale avec les langages contemporains, de régulation normative, d'éducation au sens large outre la famille, d'autres institutions les prennent aussi en charge, en première ligne desquelles les institutions religieuses et leurs réseaux. De la même manière, pour ces jeunes gens, les mobilités ont des qualités d'éducation : « *When we move, we also learn* » : apprendre l'anglais et comprendre des gens différents, connaître des gens, pouvoir profiter des opportunités du « *modern Ghana* », comprendre les règles et les lois dans chaque communauté, « *migration taught me how to behave with different persons* », « *different types of jobs* », et enfin, la migration offre aussi une possibilité de fuir de conflits domestiques et locaux¹⁴ : « *small towns are also troublesome, some are hiding. With migration, you know where to run away and hide* ».

¹⁴ Ceci est spécifiquement vrai dans la ville de Bawku déchirée par un conflit ethnique violent portant sur le poste de *chief* et l'accès aux terres.

Toutefois, ces jeunes ne semblent pas ignorer les risques, ils reconnaissent que « *tu n'es pas dans ton village, on peut te traiter n'importe comment* », « *you may be treated as slaves* ». En effet, tous les enfants disent que « *work under somebody is hard* » ou alors que le sort du migrant est de « *suffering from others* », « *suffering and accepting* », ou encore « *servng somebody* ». « *You have to accept the conditions they are offering you. You are suffering* ». Une série d'expressions qui semblent tirées directement d'un vocabulaire d'exploitation, voire esclavagiste ; des expressions qui marquent le statut subalterne des migrants, la position de demandeur, de potentiels exploités dans laquelle leur pauvreté et leurs identités les placent ; des expressions qui montrent la douleur de se retrouver dans une position choisie sous le poids des contraintes : « *it is not easy* », « *but what else can we do ?* » « *There is no choice* » et à laquelle on ne peut échapper. C'est parce qu'elle est une solution concédée sous la contrainte que la mobilité des enfants est souvent une tactique ; il arrive cependant qu'elle se révèle pour certains migrants une stratégie efficace.

Ces manières de parler et de concevoir l'inégalité socio-économique ont des racines profondes dans l'histoire sociale du Ghana. Comme développé ci-dessous, ces représentations de soi, cette manière de parler de la relation de travail entre le propriétaire et le migrant a sa propre entropie, son poids, sa propre dynamique. Comme discours, il a sa propre consistance et matérialité, il tend à se reproduire comme une manière habituelle de parler de cette situation et donc de la reproduire socialement. Ce discours ne reflète pas seulement un état de fait, mais permet à ces relations de se reproduire.

La hiérarchisation des personnes selon leur origine et leur condition socio-économique se reproduit par la hiérarchisation des espaces. En d'autres mots, la hiérarchisation des catégories sociales (ethniques, géographiques, socio-économiques) et la hiérarchisation entre les espaces font partie du même discours. La mobilité comme tactique, consiste toujours à exploiter des différentiels de valeur entre des ressources et la main d'œuvre. C'est l'envers de la médaille des travailleurs flexibles, bon marchés, évoqués plus haut par des fermiers (voir 2.1.1.). La migration est une tactique, une décision, un comportement qui font sens pour les agents impliqués, désirant ; pour eux, ce sens est produit par les inégalités structurelles et sociales (des contraintes) prégnantes au Ghana et qui se reproduisent au quotidien dans leurs expériences.

Depuis 2005, au Ghana, le passage de la Junior High School (JHS) à la Senior High School (SHS - 10, 11, 12^{ème} années d'étude) se fait sur la base d'un concours, le BECE (Basic Education Certificate Examination). Le placement des élèves dans les écoles publiques de SHS, les écoles commerciales et techniques, se fait par tirage au sort informatisé, un système informatisé appelé le Computerized School Selection and Placement System (CSSPS). Cette mesure cherche à remédier au fait que les élèves les plus riches achetaient leur place dans les meilleures écoles publiques. Ainsi désormais, les élèves les mieux classés au BECE sont placés dans les meilleures écoles par le système informatisé. Si ce nouveau système évite la corruption, il continue à favoriser les élèves les plus performants et les plus dotés en capital socio-culturel (mais non pas dans le registre traditionnel). Nombreux sont ceux qui ne satisfont pas à l'examen et qui tenteront de compléter leur éducation pour pouvoir repasser l'examen et obtenir un placement. Ces placements ne se font pas sur la base géographique, mais sur les résultats.

Il est donc très fréquent que les étudiants doivent quitter leur famille pour résider dans la ville de leur école. Ici, encore pour réduire les coûts, les réseaux familiaux sont essentiels. Le capital social est un vrai capital qui donne accès à de nombreuses ressources. De nombreux jeunes gens sont ainsi motivés à migrer à la poursuite d'une éducation même s'ils ne sont pas à l'école et n'y retourneront peut-être jamais. Cette croyance dans les vertus de l'éducation est très forte et elle s'érige en norme impérative, un enfant doit aller à l'école.

2.1.6. La pauvreté comme motif de la mobilité

La pauvreté comme cause des mobilités. « Nous partons parce que nous sommes pauvres ». C'est l'évidence même pour tous les interlocuteurs. Mais que signifie « *being poor* » pour les enfants migrants et leurs familles ? Ne pas avoir d'argent pour se payer l'école, pour pouvoir envoyer ses enfants à l'école. De jeunes migrants disent : « *my parents don't have anything* », « *your parents do not take care of yourself* ». « *You have to take care of yourself* ». Ceci implique d'être exclu des mécanismes publics de promotion sociale : Ne pas avoir de bonnes chaussures. N'avoir que de la farine de manioc pour manger à l'école. Ne pas avoir des réserves de nourriture suffisante pour passer l'année. La pauvreté, c'est le manque de ressources pour survivre, pour se promouvoir, l'absence « d'aîné » pour prendre en charge ses besoins de base (nourriture, éducation, respect, être contemporain). C'est aussi ne rien savoir, être « *ignorant* ». L'inverse de la pauvreté, est un emploi fixe, formel, avec un salaire tous les mois.

Que ce soit pour démarrer une activité propre, pour se marier, pour être reconnu par ses parents et sa famille, il faut gagner de l'argent. Ainsi, les enfants dont les familles sont pauvres, souffrent de privations en termes de services et biens de base.

Dans la mesure où sortir de l'enfance, implique un changement d'autorité pour l'enfant (Jenks 1996), cette sortie, ce passage se manifeste (un terme plus correct serait 'performe', un néologisme qui évoque la fonction performative de l'action) par la création de dépendants, puisque l'autorité est basée sur la maturité, la position dans la parenté, le sexe et surtout sur le contrôle de moyens de production. Obtenir de l'argent n'est donc pas seulement une question de survie économique, mais aussi une question identitaire. La pauvreté handicape doublement les enfants. Les enfants mobiles ne cessent d'interchanger, « devenir quelqu'un », « prendre soin de soi-même » et participer au budget familial (voir Derby 2001 :11) : ainsi, une jeune migrante saisonnière (17 ans) de Binduri (Upper East Region) dit qu'elle part en migration « *to become somebody and help my parents* », une autre de Atupa, « *to take care of myself and help my siblings* »,... Sortir de l'enfance, de la pauvreté, c'est créer des dépendants, ce qui équivaut à participer avec des ressources externes à la reproduction de la famille, le réseau de solidarité qui reste le plus pertinent et significatif pour les enfants.



Kayayei, Kumasi

Interrogés sur les raisons de leur mobilité les enfants répètent à l'envi : l'argent. En pointant comme intention principale l'obtention d'argent, les jeunes mobiles attirent l'attention sur le rôle médiateur de l'argent et du même coup sur les échelles de valeur des espaces. L'argent est le médiateur entre des intentions et des possibles, mais aussi entre des espaces : les zones d'origines sont les zones de non-argent, de non-opportunités ; les zones de destination, sont là où il y a de l'argent, et donc des objets, des services contre lesquels échanger. Ce sont des « *greener pastures* ». L'argent est un médiateur symbolique complexe. Médiateur entre des pôles, le pauvre et le riche, l'ennui, l'inactivité et le travail, l'isolé et le développé, le traditionnel et le moderne, ou mieux dans « *yesterday's Ghana* » et le « *modern Ghana* », « *the North* » and « *the South* », the « *cities* ». Ces éléments invitent à considérer les intentions non strictement économiques que l'argent permet de réaliser. L'argent comme médiateur ouvre des horizons pour les enfants, il s'agit de découvrir ces horizons qu'ils imaginent pour eux-mêmes.

Les migrations temporaires apportent des bénéfices financiers limités à leurs auteurs. La rémunération par jour varie entre 2 Cedis – travail de jeunes filles dans des cantines, à 12 Cedis – portage sur les marchés par des garçons, 7 Cedis par jour sur les plantations de cacao, desquels il faut décompter environ 40 Cedis de voyage en transport privé du Nord vers le Centre et le Sud. En tout cas, les enfants ont une rémunération en argent basse et le gain financier est maigre. Ces gains menus doivent être mis à l'échelle de l'économie familiale parfois peu monétarisée et pauvre. Les rémunérations ne sont pas qu'en argent. Des vivres sont acquis ou gagnés, ramenés à la maison. Pour les migrants, dans les zones de cacao, la nourriture ne manquera pas, avoir à manger peut être une rétribution.

Lorsque l'enfant mobile est confié par les parents à une autre famille, souvent liée par les liens de parenté, l'enfant n'est pas ou peu rémunéré, il/elle pourra peut-être aller à l'école, et prendra en charge des tâches ménagères ; sur la ferme de cacao, il/elle participera aux travaux de la ferme, en tant que membre de l'unité de production. Cette prise en charge peut résulter à terme dans la possibilité d'un apprentissage chez un artisan par exemple. Les formes de l'échange sont donc variées. Dans les zones de destination de la région du cacao, les formes de rétribution pour le travail accompli varient grandement, en fonction de l'âge, du sexe, de la relation de parenté, de la durée du(des) séjour(s).

La pauvreté se traduit par l'expérience de subalterne. La perception de subalterne marque la subjectivité des agents. Mais comme l'indiquaient les planteurs en parlant des travailleurs idéaux, la pauvreté n'est pas simplement un marqueur individuel. Elle marque également des territoires, elle qualifie et hiérarchise les espaces, le Nord est plus pauvre. C'est également un fait environnemental qui s'inscrit dans la perception de l'espace des candidats migrants. Sans cette reproduction des hiérarchisations de l'espace national et régional, la migration est symboliquement désactivée. Lorsque les jeunes enfants parlent de leurs aspirations et imaginent leur futur, ils reproduisent des hiérarchisations de l'espace. Le milieu rural est toujours en bas de l'échelle des valeurs de l'espace. La ville, Accra, Kumasi en tête sont des milieux plus prisés, ensuite viennent le Nigéria et le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Pour les enfants du Nord, le « *South* » est gorgé d'opportunités. Ce sont des « *greener pastures* ». Naturellement, ce contraste est le plus fort à Bawku, ville déchirée par un conflit ethnique violent ayant pour objet la *Chieftancy* et l'autorité sur les terres. Cette situation aggravée par les caractéristiques environnementales de la région de la Savane, perçue comme sèche et peu fertile, favorise l'exode des forces vives, ce qui déprécie encore la valeur de Bawku comme ville, désertée par ses moteurs économiques, d'innovation.

2.1.7. Les effets de la mobilité sur les enfants

Pour mieux comprendre les motivations des jeunes et enfants qui migrent, il faut se pencher sur les effets que la migration a pour eux. Tout d'abord, les aspects positifs. Tous les enfants et jeunes migrants disent que leur mobilité leur apporte le « *respect* » de leur famille et communauté. Une migration réussie a un effet d'*empowerment* pour leurs auteurs. L'acquisition du respect est lié à la capacité de participer à la lutte contre la pauvreté de l'entité familiale dont la taille varie (une mère et ses enfants, une famille monogame ou polygame avec ses enfants, un noyau de famille nucléaire élargie à d'autres personnes proches, grand-mère, tante, cousine, nièce, enfants confiés, ...). La relation la plus élémentaire reste celle avec la mère et les membres plus jeunes de la fratrie. Cette acquisition du *respect*, marque également le passage de l'enfance à l'âge adulte, marque la possibilité pour le jeune de désormais participer politiquement à la vie de l'entité familiale. L'enfant n'a pas le droit à l'expression. C'est en démontrant qu'il a acquis les compétences et la maturité pour se prendre en charge et prendre en charge d'autres qu'il acquiert de l'indépendance et du respect. C'est pourquoi cette dimension identitaire a poussé des chercheurs à parler de la migration comme d'une épreuve initiatique, un rite de passage (Casttle & Diarra 2003).

Toutefois, l'analogie a ses limites. Au contraire des rites de passage théorisés dans l'anthropologie sociale du 20^{ème} siècle (Van Gennep), celui-ci n'inscrit pas l'initié dans un système qui va lui garantir un processus de vieillissement combiné avec un gain continu d'autonomie personnelle à terme, une sorte d'échappée aux contraintes humaines qui souvent se dissolvent dans une intériorité spirituelle. Non, à l'heure actuelle, le système dans lequel s'intégrer doit être découvert, forgé par l'individu lui-même. Ce rite de passage n'est donc vraiment qu'une épreuve qui doit permettre à l'individu de se créer son monde, c'est ce que l'on observe dans les villes contemporaines.

Le « *respect* » n'est pas toujours à la clé : certains ne reviennent jamais, ou beaucoup plus tard. Selon mes entretiens avec les chercheurs, les anciens migrants et les parents de migrants, les enfants et les jeunes, surtout les jeunes filles, recherchent l'indépendance. « *They want to get away from the control of their parents* », « *They want to enjoy* », « *they want freedom* », et de retour « *they do not obey their parents anymore* », ... La mobilité peut donc bien représenter une manière habituelle de prendre son indépendance, se libérer de l'autorité parentale. Est-ce que cette volonté de prendre son indépendance signifie des tensions intergénérationnelles ? Comme évoqué précédemment, la famille est l'unité de base émotionnelle et matérielle ; les jeunes veulent se valoriser, « devenir », d'abord aux yeux de leur famille. Ceci n'empêche pas que les enfants migrants interrogés sur la responsabilité de leurs parents dans leur situation actuelle sont, soit critiques envers les adultes, soit les excusent de leur responsabilité dans leur sort peu enviable, par leur « *ignorance* ». Cette ignorance rime avec le fait que les parents ne connaissent pas « *modern Ghana* », « ils ne sont pas éduqués », « ils ne savent rien ».

Immanquablement, le passé et les générations passées sont dépréciés et utilisés pour mettre en exergue la spécificité des défis contemporains.

Le respect est une reconnaissance publique de la valeur, un espace d'expression offert, un droit à la présence, un droit à l'opinion et à la participation aux décisions concernant l'unité de production. Le désir de respect se réfère aussi à l'évaluation de la représentation que la personne se fait d'elle-même, un processus identitaire central pour l'enfant. Ainsi l'attraction qu'exerce la ville sur les enfants et les jeunes doit-elle se comprendre dans le cadre de cette construction de soi, qui s'accompagne toujours d'une projection dans le futur : « j'étudie pour avoir un emploi différent, une vie différente ». Or, les centres d'innovation que sont les villes sont les plus propices à offrir des opportunités, des futurs possibles. Les jeunes et les enfants ne s'y trompent pas : pour eux, migrer en ville signifie avoir plus de capital social, humain, économique, garantit la vie et sa valeur. Faut-il s'étonner donc que des comportements aussi risqués, difficiles que les mobilités soient aussi des quêtes de capital ou une manière habituelle de capter du capital dans une économie nationale inégale, dans une économie symbolique où vous êtes définis par le manque de capital (enfant, fille, du Nord, pauvre, villageois, illettré ou peu alphabétisé,...).

Or, le capital social protège les migrants (voir 2.1.2.). L'enfant qui sait où il va, qui sait qui y trouver, comment arriver chez cette personne, a plus de chance de faire une expérience sécurisée de migration.

Pour certains, il s'agit même de rejoindre une communauté familiale, de frères, désormais plus importante dans la région du cacao que dans la zone d'origine. La grande différence chez les enfants ayant migré une seule fois et de plus expérimentés, c'est que les seconds paraissent bien plus à l'aise, aux commandes, tandis que les plus jeunes et surtout les filles, semblent bien plus sur le qui-vive, elles redoutent les difficultés. Le capital social n'est pas seulement nécessaire pour trouver un emploi, une opportunité, mais il est essentiel sur le lieu de travail également. Dans les zones de production de cacao, les jeunes travailleurs mobiles sont souvent accueillis dans un petit village, voire dans un hameau de forêt, dans le *cottage* d'un fermier. Ils partagent donc les conditions de vie des autres membres de la famille, ils sont nourris et logés, ont de la compagnie. Ce sont des conditions relativement sécurisantes. Mais cette intégration dans l'unité de production ne peut pas suffire, les jeunes mobiles doivent éviter de devenir une sorte de membre de la famille de seconde classe, ils doivent garder leur capacité de revendication. Pour toute aide, ils devront compter à coup sûr sur des alliés extérieurs, des pairs, d'autres enfants, jeunes, éventuellement des adultes bienveillants, à l'unité de production qui les emploie. Or, de nombreux migrants expliquent que des conflits de personnes, des mauvais traitements, le fait que le patron « *did not give me what I wanted* », justifie fréquemment, le départ du migrant. Pour être effectif, encore faut-il que ce réflexe de fuite puisse avoir un but ; fuir, oui, mais où vers qui ?

Les effets des migrations sur les enfants peuvent évidemment être dramatiques. Les jeunes filles paraissent particulièrement sujettes à l'exploitation et aux violences sexuelles, en fonction des endroits et des conditions dans lesquelles elles dorment. Les enfants peuvent manquer de vêtements, ne pas pouvoir aller à l'école, manquer de nourriture, ne pas être payés. Et toujours cette perception d'être dans une position d'inférieur.

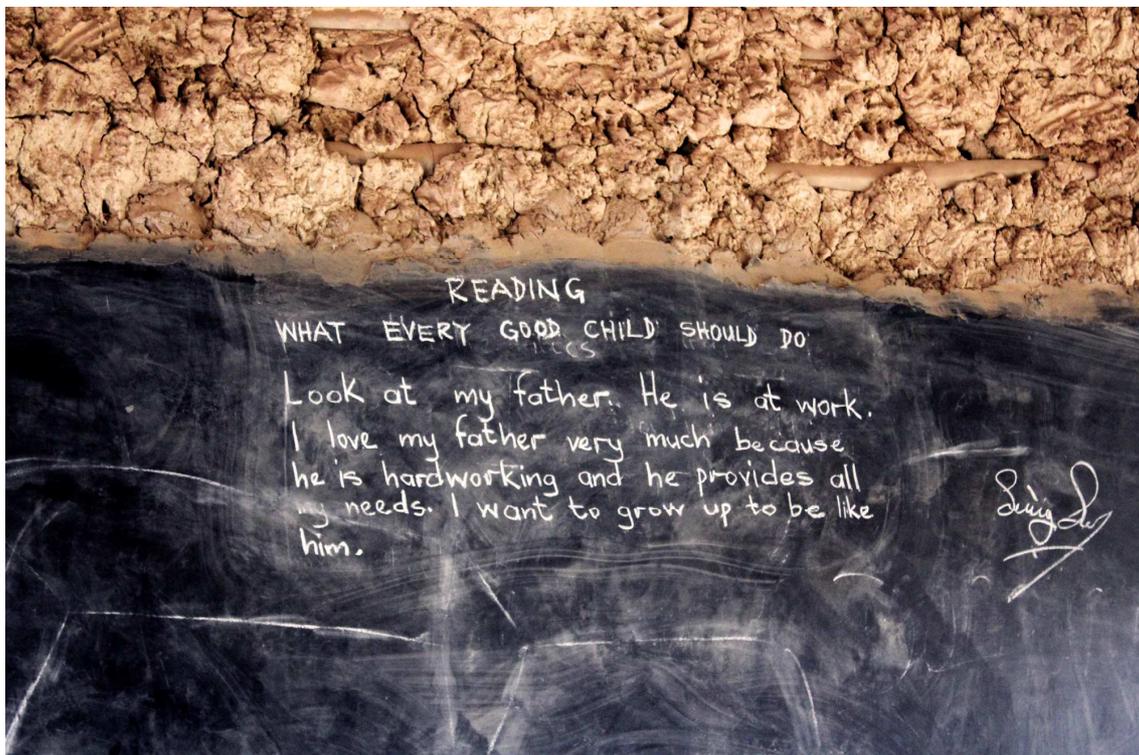
Les cas les plus pénibles concernent les enfants dont la situation familiale dans la zone d'origine est critique. Ils sont alors confiés à des membres de la famille plus ou moins élargie.

Le décès d'un des parents ou des deux, le remariage du survivant, l'absence de père et/ou mère dans la zone d'origine, ces situations de fragilité familiale sont synonymes de risques et surtout de séjour prolongé, d'émigration et de rémunération basse ou inexistante. Les institutions de soutien à l'enfance, devrait évidemment porter une attention particulière à ce genre de situation familiale dans les zones de départ.

2.1.8. Les enfants de migrants

La situation des enfants de migrants. La particularité du secteur du cacao du point de vue des migrants, c'est que la migration temporaire peut évoluer en une immigration dans la zone pour à son tour, devenir un planteur de cacao. Pour cela, il faudra obtenir une surface à travailler du vivrier et du cacao. Un petit capital de départ est nécessaire ; il peut éventuellement être fourni par le chef local, mais surtout par les « *parents* » qui l'ont fait venir. Les jeunes vont s'installer dans leur vingtaine, ils marieront une femme de leur région d'origine qui viendra vivre et travailler avec eux. Ou ils viendront s'installer mariés, avec de jeunes enfants. Ces enfants ne sont pas des indigènes.

Dans un village de la Western Region, proche de Asankrangwa, l'école du village est fréquentée par de nombreux enfants arrivés dans la région depuis peu (moins de cinq ans). Ils sont originaires du Burkina Faso, de l'Upper East, de l'Eastern Region. Ces enfants pour la plupart maîtrisent le Twi, la langue locale et leur langue maternelle. Ils sont éduqués en anglais. La qualité des infrastructures scolaires dans cette région est déplorable, de même les équipements. Certains des professeurs redoutaient que je m'adresse à eux en anglais. Le Cocoa Labour Survey (2008)¹⁵ attire l'attention sur la qualité très basse de l'enseignement dans les zones de cacao. Il suffit de rapporter les observations livrées par un *head teacher* et un *Chief* : les enfants de propriétaires et des d'indigènes vont à l'école dans la capitale du district, des écoles publiques ou privées réputées meilleures. Ils ne fréquentent pas les écoles rurales. Aux enfants d'immigrés donc, les écoles de brousse, les longues marches, le manque de nourriture consistante au cours de la journée. Ces enfants trouvent normal de collaborer à l'exploitation familiale après les cours et les fins de semaine. Car ils disent savoir que leurs parents souffrent et travaillent dur : ils pensent qu'il est normal de les aider dans la mesure de leurs moyens en étant obéissants.



Today's reading. Amoaman

¹⁵ Un travail récent, incontournable, coordonné par le Ministry of Manpower and Youth, qui décrit le travail et les conditions de travail des enfants dans la zone de production du cacao.

2.2. Les autres formes de mobilité

2.2.1. Le travail en ville

La plupart des enfants et jeunes mobiles de manière indépendante ne vont pas travailler dans les plantations de cacao. Ils vont en ville. Les jeunes filles du Nord bougent plus que les garçons et partent à un âge plus jeune. Elles se rendent majoritairement en ville, où elles portent des charges là où des marchandises sont achetées, déchargées, elles font du petit commerce, diverses tâches ménagères. Le premier départ se passe généralement à l'âge de 12-13-14 ans. C'est dû à leur maturité plus précoce et au contrôle strict des parents envers les jeunes filles. Ces filles ainsi que les jeunes garçons d'ailleurs, disent chercher de l'argent pour pouvoir payer l'école et parce que leur famille est « pauvre ». Mais elles sont aussi en recherche de liberté (*freedom*). Elles/ils n'aiment pas admettre qu'échapper au contrôle des parents et « *enjoy* » est très important. Mais les femmes mariées qui ont migré ainsi que les parents soulignent l'importance de ces motivations. Cela indique les tensions entre générations et la volonté de « découvrir le monde », mais aussi une série de dénis propres à une société normalisante et patriarcale.

Quels sont donc les facteurs qui orientent les choix de la destination ? Pour les enfants migrants, le choix du lieu dépend des compétences, (« *what you know to do* »), « nous sommes des agriculteurs nous faisons de l'agriculture » et des assignations « Les filles ne savent pas cultiver ». Ce qui est naturellement faux.

Dans la migration et les échanges qu'elle implique, il y a cette notion de force de travail, incarnée par la masculinité¹⁶. Les filles vont faire du portage, elles travaillent dans les cantines populaires, font du petit commerce ambulancier, elles s'occupent des tâches ménagères. Cette répartition par « compétence » symbolique, *gendered*¹⁹¹⁷, se combine avec l'efficacité des réseaux, des informations passées de bouche à oreille. La plupart des jeunes et enfants rencontrés et qui travaillent dans les fermes de cacao, y sont arrivés par l'intermédiaire d'autres personnes de leur famille, de leur village. A Sunyani, le transport des marchandises dans les marchés est assuré par des garçons de la région Nord, de Tamale- Lamshegu, Aboabo, Savelugu, Nanton, Nanton-Kurugu. Ici, pas de jeunes filles comme à Kumasi, Accra, Tamale,... Autre particularité, ils utilisent des brouettes.

¹⁶ La force justifierait la migration, la nécessité pour les indigènes de faire appel aux personnes du Nord, en soi un discours raciste.

¹⁷ Les différentes occupations qui mettent au contact les personnes avec de la matière sont encore très *gendered* au Ghana : le boucher est un homme, autant le forgeron et les personnes qui manipulent les métaux, la préparation de la nourriture est un savoir-faire féminin, le nettoyage, lavage, métier liés à la manipulation de l'eau et la purification sont des femmes, le travail avec la machette est des hommes, etc.

Interrogés sur ces spécificités, les jeunes garçons expliquèrent que « *here, it is ours* » et que cette activité leur permettait de faire « *good money* »¹⁸.

Par le bouche-à-oreille, les jeunes savent qu'il y a du travail de portage à faire, ils sont manifestement efficaces à garder leur monopole. Ici, encore, la migration devient une pratique qui fait l'objet de savoirs collectifs, partagés dans des réseaux sociaux construits sur le lieu de résidence, la parenté, l'ethnicité et le genre. Bien qu'innovants, ces savoirs collectifs reproduisent des schémas sociaux antiques.

Kayayei est le terme utilisé pour dénommer ces services de portage offerts par les enfants dans et aux alentours des marchés des villes. Les enfants engagées dans ces services sont fréquemment des migrants temporaires, ou alors s'installent dans les villes dans lesquelles ils/ elles travaillent. De nombreux enfants rencontrés dans ce genre de services dorment dans les baraques du marché, ou alors dans des endroits encore moins protégés. Cette exposition comporte naturellement de hauts risques d'abus sexuel. Si la FAFO (Hatløy & Huser 2005) a constaté que la plupart des enfants des rues à Accra ne restaient pas longtemps dans la rue, pas plus de six mois, c'est parce que ces migrations sont temporaires et aussi parce que, conscients des risques que dormir dans la rue ou des endroits exposés comportent, les enfants tentent de trouver dès qu'ils le peuvent d'autres refuges plus sûrs. Cela tient également à la mobilité des enfants migrants entre différentes occupations, dans le contexte urbain, ils sont toujours à la recherche d'opportunités passibles de leur rapporter plus d'argent. D'ailleurs, les narrations d'expériences réussies de migrants rapportent ces changements d'occupations de plus en plus lucratives.

Les tâches sont hiérarchisées en fonction de la dépendance envers un boss qu'elle implique et le niveau de rémunération et le savoir-faire nécessaire. Les jeunes hommes et enfants migrants vers les zones de cacao se spécialisent rapidement dans le cacao. Certains espèrent au fur et à mesure qu'ils tissent des liens dans les zones de cacao, pouvoir devenir un *care-taker*, entrer dans une carrière de migrant typique dans le cacao.

Pour les jeunes filles, l'ultime recours dans la misère est de se livrer, livrer son corps à un homme. Il ne s'agit pas d'une forme de prostitution, peu seront jamais des prostituées sensu stricto, mais pourront occasionnellement échanger des services sexuels (ou sexués) pour de l'argent, des «cadeaux», services, protection. Par ailleurs, l'échange d'argent entre amants, de l'homme à la femme, est habituel sans que cet échange soit la fin en soi de la relation, l'argent est dans ce cas un médiateur de positionnement. Lorsqu'une jeune fille émigrée en ville a épuisé ses connaissances et ressources, lorsqu'elle « *do not know anybody* » qui puisse l'aider, elle se trouve dans la situation commune et peu enviable de devoir se donner à un homme, se livrer à un homme, s'allier à un homme, qui va lui permettre de survivre, qui va subvenir à ces besoins et aux besoins duquel elle satisfait et avec lequel elle aura probablement un enfant (voir 2.4.2. Etre femme).

¹⁸ Concrètement, ils louent la brouette 3 Ghana Cedis par semaine et peuvent gagner 12 Ghanas Cedis par jour. Ils dorment dans les petites boutiques du marché dont les propriétaires échangent l'abri contre la présence et la prévention du vol, bonne affaire pour les boutiquiers.



Portefaix, Sunyani

2.2.2. L'orpaillage (Galamsey)

En Ashanti et Western Regions, les activités informelles (« *galamsey* ») de recherche d'or sont en explosion. Elles attirent beaucoup de jeunes et font concurrence au travail sur les plantations de cacao ; l'offre de main d'œuvre de jeunes est d'autant réduite pour les fermiers et métayers. Ces activités dans les mines d'or sont beaucoup plus rentables pour les travailleurs mais aussi beaucoup plus éreintantes et dangereuses. Les jeunes et enfants qui y travaillent risquent chutes et blessures, sont parfois victimes d'éboulements. Les jeunes et enfants transportent le plus souvent la matière du puits d'extraction vers les lieux de décomposition et lavage. Dans ces cas, ils sont payés à la journée par les entrepreneurs.

Dans les exploitations artisanales, tout est fait à la main sur le même site par des petites équipes de jeunes hommes qui se définissent comme un '*gang*'. Ils travaillent ensemble et le produit journalier de leur travail est mis en commun. Ils extraient la matière, la mélangent, la lavent et récupèrent les pépites, particules d'or sur un tapis de fibres sur lequel s'écoule l'eau de lavage et se fixent les particules. Le mercure est utilisé pour agréger les particules. Le *gang* s'adjoint souvent les services d'une jeune fille locale qui lave, prend de l'eau et la verse. Dans ce cas, ils vendent leur production quotidienne d'or (selon leurs dires, entre 3 et 4 *blades* -une lame de rasoir, ± 1 gr., à raison de 48 Ghana Cedis par *blade*) à un entrepreneur local qui leur a indiqué l'endroit où travailler. Cet entrepreneur leur achète chaque « *blade* » d'or. Ils se vantent de bien gagner leur vie. La proportion de garçons/ filles dans ces activités est plus ou moins de cinq pour une.

La détérioration environnementale qu'occasionnent ces activités est importante. Trop souvent, les sites exploités ne sont pas restaurés à leur état original, laissant de grandes clairières chamboulées sur quelques mètres de profondeur. Quelques fois, des flancs de collines dans la forêt sont ainsi dénudés. Des fermes de cacao ont été perturbées par les activités de *galamsey*. Cependant, il ne semble pas que l'on puisse parler de concurrence entre les deux activités en termes d'occupation de la terre. Il pourrait y avoir concurrence entre les deux activités pour la main d'œuvre jeune, vigoureuse, bon marché et hardie. C'est toutefois peu probable, en l'état actuel des choses, car les candidats sont légions. Les risques pour la santé sont élevés et le travail dur. Certains jeunes du Nord qui louent régulièrement leurs services dans les fermes de cacao disent avoir essayé et renoncé au « *galamsey* », trop dur, trop dangereux. Durant l'étude, les autorités ont mené des opérations contre les sites illégaux d'exploitation aurifère, détruisant matériel et installations.

2.2.3 Attitudes de la société face au travail des enfants et les valeurs sous-jacentes

Il est étonnant que le travail des enfants et leurs migrations dans les fermes de cacao soient aussi débattus et combattus, (ce qui semble par ailleurs contribuer positivement à la limitation des abus envers les enfants travailleurs), alors que depuis quelques années, des enfants pullulent autour des marchés et travaillent à un très jeune âge pour des sommes dérisoires qu'elles ne peuvent pas ou peu marchander. La multiplication de ces enfants indique assurément que leurs services sont convoités. Pour quelles raisons ?

De nombreuses personnes engagent les services d'enfants, parce qu'elles ont intégré comme naturelles les différences sociales. Parce qu'elles se dissocient des rapports d'inégalité qu'elles reproduisent en louant ces services ? Parce qu'elles savent que ces enfants sont pauvres et qu'ils doivent participer à leur propre survie ? Parce que le service est là, offert et qu'ils/elles en ont besoin et c'est bon marché ? ... Si comme c'est le cas à Sefwi Wiawso, les autorités interdisaient tout travailleur Kayayei sur le marché, ne verrait-on plus de jeunes enfants engagés dans ce genre de travail ? Ce faisant, on ne coupe pas les ailes aux phénomènes multiples aux racines de la mobilité qui sont présentées dans ce rapport, mais des interventions aux deux niveaux (s'attaquant aux logiques structurelles et aux manifestations concrètes de travail des enfants) doivent être entreprises. Le Ghana en tant que collectivité ne pourra faire l'économie d'une vraie politique de protection de l'enfance qui prend en compte les conditions, normes, pratiques en vigueur au Ghana.

Les campagnes de sensibilisation contre le travail des enfants et la traite, menées par le gouvernement sont répétées à l'envi par tous, même par les propres employeurs de cette main d'œuvre. Cette situation produit cependant un réflexe de déni surprenant dans un pays où la normalisation des comportements par le discours révèle la force de l'état, l'emprise de la morale religieuse, et du discours universel des droits. Le déni peut en fait traduire la volonté collective de maîtriser les changements profonds et rapides que les Ghanéens éprouvent, l'ordre social est donc un souci aigu permanent.

Derrière ces affirmations qui ne sont pas toujours assorties d'actes (c'est le président d'un Comité local de vigilance pour la protection des enfants qui emploie un jeune garçon du Nord qui ne va pas à l'école, et qui ne reçoit pas de salaire), on trouve d'abord une bonne foi, une volonté tenace, des droits et un sens de la justice assumé (ce sera ce même président de comité qui retirera une jeune fille migrante indépendante de la ferme d'un voisin parce qu'il ne la traitait pas bien). Encore une fois, on distingue à travers les pratiques des notions de justice et de droit et d'infractions locales, mais distinctes des normes internationales.

Comment comprendre donc cette tolérance ? En prenant d'abord en compte que chaque situation génère des connaissances et des opinions particulières ; peut-on imaginer qu'un père de famille, fermier, parle de la même manière avec un animateur NGO et son frère, en outre associé dans la culture du cacao ? Non. Pour comprendre, il faut se mettre dans la situation du fermier et penser quels sont ses choix, ses options, et ses intérêts. Suivre sa rationalité économique, sociale, émotionnelle s'appliquant de manière différente dans toutes les situations de sa vie. Comme le montre la littérature, ces fermiers sont pétris d'une mentalité « capitaliste », et ce, depuis longtemps. Les fermiers qui travaillent la terre sont tous des migrants, « *indigenes don't work* » répètent à l'envi les migrants rencontrés. Domine l'esprit d'entreprise, ou « capitaliste », une notion employée ici dans le sens de l'économiste Polly Hill, dans 'The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana. A study in rural Capitalism'. Dans ce livre, l'auteure cherche « to regard the migrant farmer as a 'capitalist', whose primary concern has been to the continued expansion of his business » (2008 (1963): 3). Mme Hill décrit l'impulsion envoyant les migrants des villes Akwampim vers l'Ouest où ils créaient des plantations, comme « a contagious enthusiasm for private entreprise » (2008 (1963): 181). Mme Hill par son analyse du dynamisme du secteur du cacao au Ghana de la moitié du 20^{ème} siècle, montre combien cette mentalité capitaliste est enracinée. Il faut que le lecteur se mette bien dans cette perspective de rapport économique à la terre dans lesquels agissent les petits fermiers du cacao. C'est donc un agent rationnel. Il faudra aider ce fermier et sa famille à investir dans leur unité de production, à acquérir et utiliser des outils simples qui leur permettront de mieux gérer l'entreprise et toute l'unité elle-même, incluant les enfants.

Cette tolérance envers la contradiction entre les discours et les pratiques rencontrées tant dans le chef des adultes agriculteurs ou des classes urbaines plus aisées, employeurs d'enfants, permet de souligner quelques dimensions de l'expérience quotidienne des Ghanéens et de leurs identités. Deux discours populaires fréquents permet son indicatifs : D'abord, très fréquemment rencontré parmi les petits cadres et les paysans, une sorte de sociologie populaire, un discours dépréciatif de l'Afrique et de ces dirigeants, un afro pessimisme qui se nourrit du patrimonialisme ambiant, qui stigmatise l'Africain, est largement répandu et entretient une image collective négative, une identité collective encore incertaine de sa valeur et humanité intrinsèques. Ensuite, un discours sur la pauvreté collective, presque naturalisée, les conditions socio- économiques y sont présentées comme généralement mauvaises.

En effet, aux yeux des interlocuteurs, le meilleur indicateur de l'évaluation des conditions socio-économiques est le nombre d'emplois formels, stables existants sur le marché.

Ces narratifs véhiculent des représentations de soi (collective et individuelles) et des identifications qui reflètent et concourent au processus d'individualisation et de la fragmentation. Les Ghanéens recherchent une sorte de stabilité sécurisante. Ces contraintes s'accompagnent en conséquence d'un double mouvement, d'une part, un recentrage fort autour de la famille la plus proche, et d'autre part, l'extension de réseaux plus lâches, de nouvelles appartenances qui se multiplient et se diversifient. Figurativement, on peut parler de fragmentation, mieux de multiplication des identifications, et de liens relativement faibles.

Dans le sens commun, la prospérité est un indicateur privilégié de la réalisation de soi, individuelle, qui semble bien s'imposer de manière récurrente comme une valeur centrale. De plus, tous veulent le meilleur pour leurs enfants, ce qui indique bien que les stratégies sont centrées sur des unités relativement petites, cette famille plus ou moins nucléarisée, autour de la mère, idéalement d'un père ou un oncle.

En ce qui concerne les représentations collectives, au cours de nombreux échanges tant avec des jeunes, qu'avec des fermiers que d'autres adultes, il est apparu que la corruption affecte ou a affecté leur vie quotidienne. Mais c'est l'idée même de la corruption semble encore plus effectivement dommageable. Elle est présentée comme la cause ultime des difficultés qu'ils vivent. 'Souffrir à cause d'autres', par la faute des pratiques de corruption, affecte l'image que ces personnes ont d'elles-mêmes en tant que citoyens bien impuissants (subjectivité). Un effet de ces discours sur ces personnes est de les persuader que c'est « chacun pour soi et Dieu pour tous ». Naturellement dans sa perpétuelle quête de légitimité, ou mieux, dans la performance continue de sa légitimité, l'état moderne doit prouver en faisant respecter des règles justes, qu'il travaille pour le bien commun, que le bien commun est une réalité, une immense tâche.

2.2.4. En guise de synthèse

En quelques traits un peu grossiers les lames idéologiques qui parcourent l'univers du petit producteur agricole ghanéen, qui le contraignent et le guident, ont été esquissées. Elles permettent de voir que dans ce contexte, l'enfance au Ghana se démultiplie, il faut donc parler d'enfances.

Et c'est bien dans ce pluriel que se montre à voir la menace, celle de la production d'enfances de plus en plus différentes, avec des activités, des rites, des rythmes, des trajectoires de vie, des ressources, des responsabilités, très différentes les unes des autres. Une enfance habitée par des catégories d'enfants différentes. Un phénomène de multiplication des possibles de l'enfance donc qui accompagne les changements contemporains décrits ci-dessus. Des enfances qui se terminent plus ou moins vite. Il est des catégories de jeunes filles pour lesquelles, elle sortent d'être l'enfant de, pour être, sans transition, sans adolescence, la femme de. Des enfants qui n'ont d'autres horizons que de quitter pour explorer les possibles, pour survivre et se réaliser. On trouve des enfants également dont l'enfance et l'adolescence sont rythmées par les écoles et l'apprentissage.

Dans la perspective du respect accru des droits de l'enfant, cette situation d'inégalités multiples est un facteur négatif, qui complexifie les programmes à développer en faveur du développement effectif des enfants.

Face à cette différenciation des expériences de l'enfance, le défi consiste d'une part, à développer une assomation collective de l'enfance et des enfants qui prennent en compte ces différentes expériences et qui engagent une vision nationale et d'autre part, à se concentrer sur les enfants les plus défavorisés.



Migrant, Supanso

Les différenciations doivent être mises en lumière, exposées, présentées ; elles doivent orienter la définition des programmes de soutien à l'enfance pour que la marginalisation d'une grande proportion de la population enfantine et jeune (de la population tout court du Ghana où en 2000, près de 57%¹⁹ de la population ont moins de 19 ans) soit vraiment combattue.

Enfin, on retiendra que les jeunes et enfants qui migrent vers les zones de production de cacao sont souvent du Nord. Nombreux sont ceux qui arrivent dans les villages où ils trouveront du travail par l'intermédiaire de personnes originaires de leur district, voire de leur famille. Ces séjours temporaires peuvent évoluer vers une installation permanente et l'exploitation d'une première superficie en régime de *abunu* ou *abusa*. Cette dynamique est poursuivie par de nombreux garçons qui ne pourront plus réintégrer l'enseignement. Dans cette mesure, on peut affirmer que les migrations temporaires des jeunes et enfants vers les fermes de cacao sont des étapes préliminaires à l'installation comme planteur, mais, en ce disant, il faut garder à l'esprit que toute migration temporaire ne mène pas à une installation. Les migrants ne rechignent pas à explorer d'autres opportunités au cours de leur période de mobilité. De plus, ils veulent que cette mobilité soit aussi une mobilité sociale.

¹⁹ http://ghana-net.com/Population_by_Age.aspx

Quelques jeunes filles travaillent également dans les fermes, parfois directement dans l'exploitation de cacao, dans l'agriculture vivrière, ou aux tâches ménagères (eau, bois, lessive, vaisselle), bref, elles participent à la reproduction de l'unité de production. Des enfants venant des régions du Nord viennent s'installer dans des unités de production sur une plus longue durée. Ils poursuivront souvent l'objectif de devenir un *care-taker*, sur la base de leur savoir faire et des relations qu'ils ont pu se tisser dans les alentours du village, du hameau où ils vivent et travaillent. Les jeunes filles plus que les garçons sont mobiles. Elles vont plus fréquemment travailler dans les villes. Il est important de se pencher spécifiquement sur les pratiques de migration des filles. Les pratiques de migration sont largement déterminées par la manière dont l'information à propos du Sud et du Nord circule entre le Nord et le Sud.

Le tableau suivant présente quelques profils d'enfants mobiles rencontrés au cours de l'étude au Ghana. Ces six profils sont loin d'être exhaustifs, ils permettent par contre d'identifier des caractéristiques clés qui distinguent les différentes expériences des enfants mobiles. Ces profils sont des instantanés, il faut en effet parler de carrières d'enfants mobiles et saisir les pratiques de mobilité dans la durée. Par exemple, l'enfant confié à un âge précoce dans la zone de cacao, plus tard revenir dans sa région d'origine et continuer à migrer occasionnellement dans les fermes de la région qu'il connaît. Les enfants mobiles rencontrés

<i>Enfants</i>	<i>Type de mobilité</i>	<i>Genre</i>	<i>Âge</i>	<i>Coopération</i>	<i>Vers où</i>	<i>Occupations</i>
Enfants de migrants accompagnant leurs parents	Immigration	Masculin et Féminin		Parents	Rural	Ecole Agriculture
Enfants rejoignant un groupe familial	Immigration	Surtout masculins		Parents Fratie	Rural	Agriculture
Scolarisés dans leur lieu d'origine, migrant pendant les vacances	Mobilités, répétitives et temporaires	Masculin et surtout féminin	Dès 12 ans, jusqu'à 16 ans	Parents Pairs Aventure Réseau familial élargi	Surtout Urbain Rural	Ecole Agriculture Petit commerce Portage Orpaillage
Non scolarisés ou hors scolarité, mobiles	Mobilités répétitives et temporaires	Féminin et surtout Masculin	Dès 12 ans	Parents Pairs Aventure	Surtout Urbain Rural	Ecole Agriculture Petit commerce Portage Orpaillage
Enfants confiés	Mobilités	Féminin et masculin	Dès le sevrage	Réseau familial élargi	Urbain Rural	Travaux ménagers Agriculture Petit commerce Ecole
Jeunes mariés migrants	Immigration			Réseau familial élargi	Rural	Agriculture

Les dimensions déterminantes des pratiques de mobilités des enfants identifiées au cours du travail de terrain sont les suivantes :

1. Le genre
2. L'âge au moment de la mobilité
3. L'origine géographique, ethnique, linguistique et religieuse
4. Les caractéristiques de la famille avant la migration (socio-économique, composition, histoire familiale)
5. La répartition de la famille considérée proche dans l'espace
6. L'expérience de travail, « compétences » acquises en tant qu'enfant (qu'a-t-il/ elle appris à faire dans sa petite enfance ?)
7. Les activité(s) menées
8. Les objectifs de leur mobilité selon l'enfant
9. Les modalités du voyage (avec qui l'enfant voyage ? Seul, avec ses parents, avec des intermédiaires, avec des pairs, ...)
10. Les liens et échanges entretenus avec la famille à l'origine au cours de la période de mobilité
11. La durée de l'absence du terroir familial
12. Les expériences de mobilité antérieures (combien, où, quelle durée ?)
13. L'intégration sociale durant les phases de mobilités. A l'endroit de travail, vit, dort et mange où et avec qui ?)
14. Le type d'activités lors des périodes de mobilité
15. Les modes de rémunération du travail
16. Le parcours géographique (combien d'étapes avant d'arriver au lieu de travail actuel ?)
17. La fréquentation de l'école ou des institutions formelles d'éducation
18. Les liens sociaux avec (les) l'employeur(s)



« *Galamsey* »

2.3. Dynamiques dans le secteur du cacao

En comparaison avec la Côte d'Ivoire, le secteur du cacao au Ghana est souvent caractérisé par le caractère familial et la taille réduite des exploitations qui le constituent (Bøås & Huser, 2006). Les travaux d'économistes et anthropologues ont souligné l' « importance of migration and land purchase to the development of cocoa farming in the country [Ghana] » (Austin 1971: XIII). De fait, selon le Cocoa labour Survey de 2008, moins de 50% de la population est indigène. Ce qu'il importe de saisir n'est pas un instantané de la composition de la population, mais bien les processus historiques de mouvements de population, la dynamique migratoire à travers le temps, afin de juger comment elle affecte les mobilités des enfants.

2.3.1. Indigènes et migrants

Pour tracer le premier grand trait qui caractérise la dynamique d'occupation de la zone forestière, l'affirmation faite par les fermiers migrants, entendue maintes fois lors du travail de terrain : « *indigenes do not work* ». Les indigènes, qui sont indigènes parce qu'ils ont un accès légitime à la terre, vivent de la rente obtenue à travers le métayage. En quelques mots, le processus de l'exploitation des plantations est le suivant : jusqu'aux années soixante le migrant achetait de la terre et développait des plantations de cacao. Aujourd'hui, il obtient un accès à la terre à travers les modalités de métayage *abunu* ou *abusa*. Après cinq à dix ans de régime de métayage, il devient lui-même le seul bénéficiaire des produits de la plantation qu'il a travaillée. Tandis que l'exploitant précédent, qui lui a cédé de la terre, se retire, passe la main à ses héritiers.

Tant que de la terre est disponible, le nouveau migrant pourra étendre la superficie plantée de cacaoyers. Le migrant, travailleur temporaire ou familial dans un premier temps, deviendra métayer dans ses premières années de présence dans les zones de cacao, et éventuellement pourra devenir le seul bénéficiaire des fruits d'une plantation qu'il a créée ou obtenue par son métayage dans sa maturité. Lorsqu'il décline physiquement et qu'il a besoin de liquidité pour ses propres investissements domestiques, il confiera de plus en plus ses plantations à des jeunes migrants qui pourront avoir à leur charge les investissements et le prix des intrants. Cette formule permet au planteur établi de libérer des liquidités pour ses investissements domestiques, à savoir principalement l'éducation des enfants et la construction d'une résidence habituellement dans sa région d'origine.

Cependant, plusieurs migrants planteurs préfèrent construire dans la périphérie des grandes villes plutôt que d'investir dans leur zone d'origine, défavorisée par définition. En d'autres mots, ces fermiers du cacao ont tendance à investir leurs propres profits dans des activités en-dehors du secteur du cacao, principalement dans l'éducation de leurs enfants (Jolliffe 2004). Dans ces conditions, le rapport à la terre de la plupart des exploitants de fermes de cacao est instrumental, c'est un rapport « capitaliste » envers un moyen de production et pas tant un rapport avec un terroir, lié à l'histoire, à l'identité et à la vitalité d'une famille. L'accès à la production de cacao dépend de la capacité financière.

Ainsi, selon des migrants et des indigènes, les « *strangers* », migrants, installés de longue date peuvent être plus riches que les indigènes, rentiers locaux. Un trait critique de la dynamique du secteur de la production du cacao, c'est que dans les hameaux, au plus proche des plantations, dans la forêt, on trouve de nombreux jeunes migrants, métayers, disposant de petites surfaces et de moyens très réduits pour investir dans la plantation et acquérir des intrants et donc, avec des productivités très basses. Dès lors, la prospérité des jeunes migrants dépend grandement de leur capacité à accéder à de nouvelles terres. Il est vrai que l'expansion est tempérée par le caractère temporaire des migrations. Des familles, planteurs métayers à l'origine, sortent du secteur et sont substitués par de nouveaux exploitants fournis par les régions de l'Upper East and West, Northern, mais aussi depuis plus longtemps, de l'Eastern Region.

2.3.2. Migrants dans la forêt

Si, les « *indigenes do not work* », alors ils vivent de la rente de leurs terres. La plupart des propriétaires ne résident pas dans les zones de production. Ces propriétaires ont des activités économiques diversifiées, ont quitté les zones rurales. Ainsi, les résidents des zones rurales de la forêt sont principalement des migrants. Des « *strangers* ». Ce terme de « *strangers* » est repris fréquemment par les migrants eux-mêmes. Ils se plaignent de cette étiquette stigmatisante qui leur reste collée pour plusieurs générations. Dans un des villages visités, le *chief* tire financièrement parti de cette stigmatisation en obligeant chaque fermier migrant à lui verser 50 Ghana Cedis par année. Les migrants eux-mêmes sont de plus en plus organisés. Ils ont leur propre chef local, mais semblent loin d'un mouvement structuré capable de défendre les intérêts à court et moyen terme des migrants voire des petits producteurs dans les arènes locales. Cette situation les incite également à la mobilité, comme le montre Jolliffe, et rend d'autant plus pertinente la stratégie qui consiste à éduquer leurs enfants. Personne ne désire que ses enfants se consacrent au cacao, tous les parents ont comme objectif de permettre à leurs enfants d'aller à l'école et d'accéder à des emplois stables, du moins de s'insérer dans une économie non agricole. Comme vu précédemment, les traits culturels de ces populations font partie des caractéristiques stigmatisantes des migrants qui se sentent parfois contraints à se dissimuler (changer leur nom, taire leur appartenance religieuse) pour faciliter leur intégration (voir par exemple PPVA 2011 :39-43).

Interrogés sur les capacités locales d'intégration des migrants, les chefs locaux ont toujours affiché un optimisme compréhensible. Ils attribuent la remarquable capacité d'intégration des migrants à trois facteurs : d'abord, une idéologie nationaliste puissante, « nous sommes tous Ghanéens ». Ce nationalisme enjoint à la solidarité par delà régions et ethnies. Cependant, cette idéologie nationaliste, ce discours, est de fait mis à mal par le développement des comportements individualistes dans lesquelles l'importance de la famille perçue comme une unité relativement restreinte a déjà été soulignée (voir 2.1.1). Ensuite, la forêt. « *You do not want to live alone in the forest* ». La forêt a toujours été une zone de richesse, un havre de sécurité alimentaire, en revanche une zone de grand danger spirituel et de santé (prédation des animaux, des plus petits virus aux grands fauves, sans oublier le serpent, qui à lui seul concentre symboliquement le danger et la peur que la forêt inspire). Son inaliénabilité antique, imaginée n'est qu'un souvenir au Ghana.

La forêt est une ressource exploitée rationnellement par les pratiques maintenant séculaires. Elle est actuellement de plus en plus démythifiée dans la mesure où elle devient l'objet de différents types d'exploitation et d'usages qui la désacralisent, qui l'objectifient comme valeur économique potentielle, pour les exploitants du bois, les chercheurs d'or, les planteurs de cacao et d'hévéa.

Et voilà maintenant qu'avec l'installation de réserves naturelles, la forêt s'inscrit dans une économie globale de l'environnement, dans laquelle elle gagne également de la valeur. Cette pression symbolique de la forêt qui mettrait les hommes, face à ses menaces et sa consistance spirituelle, sur un pied d'égalité et créerait entre eux une complémentarité vitale, a perdu de sa crédibilité, si ce n'est dans l'imaginaire d'une Afrique précoloniale rêvée, à cents lieues de l'histoire politique et économique de cette région centrale du Ghana. Finalement, cette appréciation positive de la capacité d'accueil et d'intégration repose de l'avis des propres migrants sur la position privilégiée des indigènes pour lesquels ils travaillent. Un migrant travaille « *under* » ou « *serve* » un indigène, pas étonnant que le rentier pense que la situation de son métayer soit satisfaisante.

La discrimination relative se lit dans les services auxquels ces migrants et plus particulièrement leurs enfants ont accès. Les enfants des migrants récents fréquentent les écoles rurales de moindre qualité (de très pauvre qualité – voir Survey 2008 : 102-105), ceux des propriétaires vont dans les meilleures écoles souvent dans les petites villes de districts et donc ont plus de probabilité d'ascension sociale. Dans le contexte décrit plus haut, l'accès à l'éducation est central dans la stratégie des parents qui investissent, dès qu'ils le peuvent, dans l'éducation de leurs enfants. Dans ce sens, l'école participe à la reproduction des inégalités culturelles, sociales, économiques. En effet, au cours de dialogues avec les enfants fréquentant des écoles qui leur permettent à peine de s'alphabétiser, leurs visions du futur, de leurs possibilités et leurs aspirations étonnent. Le décalage observé au cours de l'étude entre les aspirations et les capitaux acquis est immense. Par exemple, des jeunes filles de 16 ans voulant devenir docteur en médecine et fréquentant des écoles rurales de qualité très limitée qui ne leur donneront pas même accès au cycle senior de l'école secondaire.

Cette discrédence est préoccupante et montre l'urgence de travailler avec ces enfants et ces jeunes pour les aider à réfléchir à leur situation de manière plus objective, car leur avenir est en jeu. En effet, dans les conditions actuelles les risques observés sont doubles : d'une part, comme le montre la multiplication des offres privées d'éducation, le système compétitif d'éducation reproduit les inégalités sociales, basées sur des capitaux de départ différents, où les plus riches et les plus dotés ont un accès aux meilleures offres d'éducation.

D'autre part, le second risque est de créer des illusions, de faire rêver et frustrer des enfants ruraux défavorisés de possibilités auxquelles ils n'ont pas accès.

2.3.3. Disponibilité de terres

Selon les acteurs rencontrés, la disponibilité de terre se réduit, réduisant du même coup les possibilités pour les jeunes migrants de s'installer et développer des exploitations de taille suffisante pour assurer leur survie et celle de leur famille au sens large. En effet, ils sont censés participer également aux ressources de la famille restée dans la zone d'origine, par le transfert d'argent, mais pas seulement. Les formes des échanges sont diverses, englobent le partage de ressources mais aussi le partage des responsabilités et charges, ainsi que la diversification des risques comme indiqué.



Nana Appiah Kubi, Chief of Yawkra

Les acteurs de terrain interrogés, les migrants, les chefs locaux, les propriétaires, reconnaissent donc que la disponibilité de terres pour l'extension de la culture est limitée, toutefois, des familles de jeunes migrants continuent à arriver pour s'installer dans la zone du cacao. Au contraire, l'importance de la proportion d'enfants de migrants récemment arrivés des provinces du Nord et du Burkina dans les écoles rurales est frappante. Mr. Quaicoo, chercheur au Ghana Cocoa Board, affirme que si une personne veut investir dans le cacao à l'heure actuelle elle trouvera des terres pour ce faire. Cependant, Mr. Quaicoo fait référence ici à la possibilité pour de jeunes investisseurs de pouvoir entrer dans le secteur. Pour peu que ces investisseurs aient accès à des capitaux, ils peuvent acquérir du terrain, louer de la main d'œuvre et des intrants. Le cacao, dans cette perspective devient un secteur d'investissement comme un autre, pour des acteurs capitalisés, présents sur la scène nationale, nous y revenons ci-dessous.

La disponibilité réduite des terres a pour conséquence de limiter la capacité des migrants récents à développer une exploitation rentable basée sur l'expansion. Car l'objectif du Ghana est de continuer à augmenter significativement la production annuelle totale. L'objectif de 1.000.000 de tonnes a été atteint lors de la campagne précédente, il est vrai lors d'une année climatiquement favorable. Les investisseurs et Cocobod sont manifestement confiants dans le maintien de la croissance²⁰. Le défi pour les propriétaires, les migrants, le Cocobod lui-même (dans la mesure où ils partagent tous la volonté d'augmenter la production et donc leurs revenus), consiste dans l'intensification de la culture. Cette intensification passe inmanquablement par des formes de subventions des intrants, par l'accès des producteurs à l'épargne, crédit et à des services d'extension rurale performants.

Cela implique des investissements importants dans le secteur, ils sont nécessaires pour augmenter la productivité, tout en préservant la dynamique intégratrice du secteur du cacao et de la forêt en général. En effet, les fermiers rencontrés ont des productivités extrêmement disparates (de 2 sacs par acre²¹ à 15 sacs par acre). Plus ils sont installés, plus les fermiers sont productifs. Les jeunes migrants ont les productivités basses car, de leur propre avis, ils ne pulvérisent pas assez, assez souvent, assez bien, car ils n'engraissent pas suffisamment leurs terres, car leurs pieds de cacaoyers sont vieux. Ils manquent de moyens financiers, de savoir-faire technique, de capacité d'analyse de leurs activités (voir la vidéo de l'entretien avec Mr. Ansah).

2.3.4. Nouveaux investissements, le futur

Mr. Gaicoo indique que le cacao peut devenir, devient l'objet d'investissements d'agents économiques dotés de moyens financiers, bien différents des migrants dotés de main d'œuvre, motivés par la survie. Ces investisseurs ont accès à de plus grandes extensions de terrain. Ce profil de propriétaire/ investisseur contemporain est clairement distinct des acteurs migrants, métayers décrits ci-dessus. En effet, il ne s'agit pas d'une rationalisation entrepreneuriale portée comme par le passé par des acteurs agricoles dotés de moyens financiers²², mais il s'agit d'investisseurs contemporains disposant de moyens financiers et cherchant à diversifier leurs investissements. Il faut éviter que cela mène à l'extension des plantations, et la concentration relative des terres à terme, comme cela se passe dans les pays voisins, Mali, Sénégal, Burkina par exemple, entraînant (dans le meilleur des cas) une salarisation des travailleurs. Ce processus pourrait bien être en route.

²⁰ Voir article : « Cocobod gets 2bn\$ as a Result of Confidence in Ghana's Economy »
<http://www.graphic.com.gh/dailygraphic/page.php?news=15727> (1/11/2011).

²¹ 1 acre = 0,405 hectare = 4.050 m² ; 1 hectare = 2,47 acres

²² Comme ce fut le cas dans les premières décades du 20^{ème} siècle, où des migrants de l'Est intégrés depuis longtemps dans une économie agricole commerciale, disposant de moyens financiers issus de leur culture de rente (huile de palme) se sont associés pour acheter des terres à l'ouest et lancer la production du cacao sur une large échelle (Hill 2008)

En effet, on observe que dans la Western Region, les unités de production sont plus vastes et plus productives que celles des autres régions plantées antérieurement (Cocoa labour Survey 2008 :80). Or, l'ouest de la Western Region est la frontière ouest de la zone de cacao au Ghana, la dernière frontière puisque le mouvement d'expansion de la culture s'est déroulé d'Est en Ouest-Nord-Ouest et puis Sud, le long de la frontière ivoirienne²³. D'une part, ce processus peut mener à un contrôle accru des conditions de travail sur des exploitations plus grandes et d'autre part, faute d'un contrôle significatif et de politiques adéquates, à entraver l'ascension sociale et l'accès à des moyens de production par des populations d'agriculteurs des zones plus défavorisées du pays.

En d'autres termes, le risque serait de rendre obsolètes des stratégies éprouvées de sortie de la pauvreté par des familles du Nord ; ce serait donc invalider des stratégies endogènes, intergénérationnelles, de promotion économique des enfants.

Dans ces circonstances, il semble que ces nouveaux agents peuvent soit choisir de confier leurs terres à de petites unités de production de migrants ou soit de rationaliser l'exploitation comme unité unique gérée non plus par des familles, mais une entreprise. Ainsi, le rôle de propriétaires absents confiant leur ferme à des *care-takers* migrants est passible de se transformer. La rencontre de propriétaires absents, héritiers de parcelles de plus en plus morcelées, doublé de l'intérêt pour le secteur comme destination d'investissements financiers et industriels, peut mener à l'évolution du secteur vers un regroupement de parcelles plus grandes donc gérées par des investisseurs ayant le choix entre différents modes d'organisation de la production.

Il importe de préserver la fonction de « pompe ascensionnelle » et de réduction de la pauvreté jouée par la forêt et plus particulièrement par le secteur du cacao et donc d'encourager les petites unités de production et de les soutenir avec des services financiers, d'extension et techniques. La petite taille des exploitations gérées par des familles permet en effet à de nombreux migrants de régions plus défavorisées d'envoyer en une ou deux générations, leurs enfants à l'école, en tout cas, sortir du cacao. L'extension, l'intensification et l'industrialisation de la culture et les limites de l'extension des surfaces cultivées pour des jeunes migrants pauvres, peuvent mener à une prolétarianisation de plus en plus importante de la main d'œuvre dans le secteur, menace le rôle de la forêt à intégrer des migrants de zones moins favorisées du pays, et de projeter ensuite leurs enfants, leurs petits-enfants vers le Sud (où ce processus de formation de large classes urbaines défavorisées est patent) ou d'autres régions, laissant la place à d'autres migrants, d'autres exploitations. Si la terre devient un enjeu financier de plus en plus important pour la valorisation, alors les perspectives de croissance économique de familles de migrants pauvres sont plus limitées.

Dans ces circonstances, les investissements publics (de Cocobod) et privés en faveur des petits exploitants seront déterminants pour l'avenir si l'on veut préserver et accompagner la capacité du secteur à intégrer des agriculteurs pauvres.

²³ L'extrême Ouest, en particulier la zone d'Akontombra. A propos des zones non visitées, voir 1.2.1).

La présence d'investisseurs disposant de moyens financiers (ce qui concorde avec les taux de croissance économique au Ghana) et la réduction de la disponibilité des terres (qui concorde avec les taux de croissance de population dans la zone de production de cacao) invitent à réfléchir aux évolutions possibles du secteur et à comment ces évolutions pourraient affecter les enfants et les jeunes migrants et enfants de migrants.



Supanso, entretien

Les dynamiques abordées dans cette section, sont esquissées à partir d'une expérience limitée et bien insuffisante face à la complexité et les spécificités du droit à la terre.

L'approfondissement des conditions locales de la gestion du foncier est essentiel pour pouvoir se lancer dans un exercice vraiment prospectif. Néanmoins, Ces différents éléments indiquent un processus de différenciation sociale très fort, c'est-à-dire une augmentation des inégalités sociales et un marquage des hiérarchies sociales



Migrants Kusasi, Domeabra

2.4. Quatre questions clés moins empiriques

Avant de poursuivre ce rapport avec la présentation et justification de suggestions d'action et de politiques, quelques considérations plus fondamentales.

2.4.1. La conception de l'enfance

Il est indéniable que dans les processus actuels de transformation, les conceptions locales de l'enfance évoluent et se diversifient. Ici, l'enfance est entendue comme une période de la vie, mais surtout une condition et une position sociale expérimentée par des personnes, qui s'en trouvent également définies, identifiées, avec les effets de pouvoir afférents à toute identité qui prétend s'enraciner dans la nature (comme le genre et dans une certaine mesure, la culture également²⁴). Il faut déplorer que les formes de l'enfance varient selon les classes sociales et selon les capitaux hérités.

Alors que chaque parent lutte pour que son fils/fille ait accès à l'éducation et à l'ascenseur social, pour réaliser le potentiel de chaque enfant, il est commun de louer pour une bagatelle les services d'un enfant pauvre.

²⁴ Cette notion est souvent réifiée, prise dans un sens essentialiste, comme une chose, cernable, immuable trop souvent, associée à des territoires, des droits et des pratiques figées et plutôt synonyme de patrimoine défini (et donc objet de débats).

Confinés à un devoir de silence, d'obéissance, de travail, les enfants pauvres luttent pour sortir de leur condition d'enfant, combinant la lutte pour leur survie matérielle, et celle de leur épanouissement identitaire (devenir indépendants). Ils sont contraints à fuir l'enfance. L'enfance semble proportionner aux plus pauvres, un « inconfort ». Alors qu'ils partagent l'idéal selon lequel, les parents prennent en charge les coûts de l'éducation des enfants jusqu'à leur qualification supérieure, pour devenir, un « *bank manager* », a « *medical doctor* », a « *nurse* », ... ou alors un « *footballer* » ? En d'autres termes, les enfants sont face à cette impulsion pressante à être responsables de l'exploration de futurs, de sortir de l'enfance pour pouvoir enfin avoir un futur, être en marche et survivre, alors que le « travail des enfants » est condamné par de puissants acteurs institutionnels, alors que la machine à fabriquer du futur pour les enfants, à savoir l'école, ne lui est pas accessible ou n'est pas capable de le doter des capitaux nécessaires à son développement. (Nieuwenhuys 1996). On se retrouve au cœur du paradoxe entre une idéologie globale de l'enfance et la réalité du système économique contemporain.

Au cœur de ce paradoxe, se trouvent les notions de « participation » des enfants, ou l'« agence » (Lancy 2008, De Boeck & Honwana 2005) des enfants, ou la « citoyenneté » (Barrata 2001) des enfants. Les débats autour de ces notions traduisent toutes, la relation de l'enfant au pouvoir. Au Ghana, il semble que fondamentalement, l'enfance se définit par la non-participation aux décisions dans les unités sociales formelles auxquelles ils appartiennent et collaborent (famille, école) par leur soumission à une autorité adulte, d'une autre génération.

Dans la mesure où les enfants migrants assument des responsabilités, prennent des décisions, participent à l'économie de leur pays, il importe qu'ils puissent participer pleinement aux forces politiques et sociales de leur société.

Peut-être est-ce que le pire serait, en les confinant dans une catégorie 'enfants', de les maintenir dans cette situation ambiguë, voire paradoxale, de personnes ayant des droits, mais limités et également objets (pas sujets) spéciaux de protection. Le statut de victime n'est pas ce que les enfants recherchent, ce qu'ils veulent c'est du respect.

Il ne faut jamais oublier que l'enfant rural de la région du cacao est intégré dans une unité de production, une famille, il est normal et historique (Berlan 2011 : 13-14) qu'il y participe activement et ce, dans diverses activités, même lorsqu'il s'agit de sortir de la dépendance, de l'enfance, de l'autorité de cette unité, pour aller « gagner quelque chose », la famille participe s o u v e n t à cette décision (Kwankye 2011). On ne peut donc pas penser une intervention en faveur de l'enfance sans le replacer d'abord dans ce cadre familial ; les dynamiques internes à la famille participent grandement à la détermination des histoires de mobilités des enfants.

Cette situation est encore complexifiée par la multiplication des expériences 'd'enfance' au Ghana, à mettre en parallèle avec la différenciation sociale et la fragmentation : Alors que des enfants migrants se « produisent » à travers leurs explorations de l'espace et de leur futur et la possibilité de constituer des ressources, une autre enfance est produite par les institutions d'éducation de qualité et leurs familles qui leur en offrent l'accès.



Protect me

2.4.2. Etre femme

L'importance des pratiques de migration des jeunes filles du Nord est à relever. Il s'agit d'une pratique relativement récente (10 ans au plus). La participation active de la plupart des enfants concernés à ces décisions de départ pointe vers un changement dans les relations de genre et l'agence des enfants. Si les femmes ont toujours été par la patrilocalité, la catégorie mobile de la population par excellence, elles l'ont été jusqu'à présent dans le cadre de l'échange d'épouses entre des familles. Elles sont désormais plus actives dans leur mobilité. Dans les faits, la migration peut se révéler, à terme, une autre manière de devenir une femme adulte, sans l'intermédiation active du père ou de l'oncle, en cause dans ces nouvelles poursuites de femmes, le pouvoir sur leur personne. C'est pourquoi, être réduite à échanger leur corps, et son potentiel de plaisir et de reproduction, pour la survie, entrer dans une relation de mariage, de couple avec un homme est fréquemment interprété par des femmes migrantes comme un échec. « *I did not have any resources to start my business and men were disturbing me sometimes, so I had to get married* » dit une ancienne migrante. Ou encore une migrante active dit « *some of the girls have to enter themselves to a man, because you do not have anything* ». Les parents de migrantes, les anciennes migrantes, et les migrantes actuelles le répètent, en partant elles cherchent à être indépendante, « *freedom* », « *good times* ».

Les marqueurs de genre sont omniprésents dans la société rurale : les vocations « naturelles » des filles et des garçons pour certains types d'activité riment avec la manipulation de certaines matières réservées aux hommes (le feu de la forge, la viande de l'animal), et d'autres aux femmes, (la cuisson de la nourriture, le savon).

Les hommes migrants questionnés à propos de leur compagne insistent sur l'importance d'avoir une femme de leur région d'origine, qui parle « *your language* », « *know your food* », bref partage le même univers culturel et qui accepte de partager la condition de migrant avec son mari. Son rôle comme main d'œuvre dans la production de cacao, mais aussi dans la production vivrière, dans la reproduction de la famille, dans la diversification des sources de revenus est essentiel. Les femmes migrantes adultes interrogées s'identifient complètement à leur unité de production, à leur famille. Dans ce sens, les femmes participantes à la production du cacao se conforment à leur statut habituel subalterne. Toutefois, des indices relevés au cours du travail de terrain montrent que des femmes accèdent également à la responsabilité de plantations et revendiquent leur droit à gérer des parcelles qu'elles ont contribué à créer.

Dans tous les domaines de la définition d'identités centrales, telles l'enfance et être femme, les institutions religieuses jouent un rôle central dans la légitimation ou non des revendications et des pratiques émancipatrices. De toute façon, le sens commun homophobique extrêmement répandu indique que la relation et la définition des catégories de genre continue à se construire dans le Ghana contemporain sur des identités fortement définies par des formes de pratiques sexuelles qui reproduisent les catégories « naturelles ». Or, les relations de genre continuent partout (Butler 2005) de se construire sur les pratiques sexuelles reconnues. Ceci indique naturellement un champ social extrêmement controversé et borné par le pouvoir patriarcal et la répartition des rôles et pouvoirs, basés sur un ordre sexuel rigide. Ces pratiques de migrations des jeunes filles indiquent donc finalement une certaine masculinisation des femmes accomplie à travers la poursuite d'une construction individuelle de soi, sans pour autant que la famille, redéfinie, perde son rôle central. En effet, la circulation des ressources entre les individus et sa famille reste très consensuelle.

2.4.3. L'imaginaire

Outre les motivations économiques dont la rationalité n'échappe à personne, les dimensions imaginaires apparaissent centrales dans la compréhension des comportements de mobilité des enfants. L'analyse des dynamiques imaginaires des enfants mobiles renvoie aux effets de contrainte (pouvoirs) affectant les conduites des individus²⁵, à la production de certaines formes de subjectivités.

Il apparaît que c'est au niveau de l'imaginaire que se construit cette convergence qui crée l'interchangeabilité entre indépendance et création de dépendants (ou réorganisation des relations de dépendance), entre exploration de l'espace et exploration du futur, entre exploration des espaces et de la société dans laquelle ils vivent, entre mobilité physique et mobilité sociale. Ces interchangeabilités indiquent au moins trois choses: D'abord, une forte hiérarchisation des espaces (et donc des inégalités régionales); ensuite, un changement d'échelle spatiale, c'est parce que l'espace pertinent pour les Ghanéens s'ouvre, se globalise, que l'on observe de longues et impressionnantes migrations d'enfants.

²⁵ De gouvernementalité comme dirait Michel Foucault (1994). Voir également (Fergusson & Gupta 2002).

Et enfin, il faut souligner la force des contraintes qui poussent les enfants à devoir sortir de son terroir, de ce qui fonde la personne, sa famille, sa communauté pour pouvoir prospérer, l'obligation de devenir autre (ce qui sous-tend une expérience de subalterne).

En observant, comme dans ce rapport, le rôle imaginaire très important joué par l'éducation, par l'école, par les notions de l'enfance véhiculées par les conventions internationales, on perçoit combien les idéaux véhiculés dans le domaine public, par diverses formes de sensibilisation, structurent les subjectivités et orientent les actions, pas tant en inspirant les comportements qu'elles prétendent encourager, mais en créant des catégories qui hiérarchisent des conduites, des comportements, des formes d'enfance. Comment ne pas percevoir ces effets de pouvoir : l'école est clamée, comme la voie prioritaire pour la promotion et la reconnaissance des droits de l'enfant (et encore trop souvent erronément comme l'alternative au travail des enfants, la fréquentation de l'école n'implique pas que l'enfant ne travaille pas), alors que de nombreux enfants n'ont pas accès à un enseignement qui puisse les promouvoir, mais qui va au contraire contribuer à dévaloriser les modes d'éducation traditionnels par le travail et les occupations locales. Cette faculté à orienter les aspirations, les modèles de l'enfance, à créer des frustrations, est un pouvoir important.

Les jeunes Ghanéens contemporains ont des modes diversifiés et très distincts de leurs aînés de construire leurs identités. Les agents d'émission de modèles, de références, les médiateurs culturels se sont multipliés, globalisés ; la culture populaire a explosé sous toutes les formes de médias. Il faut retenir que de plus en plus, tant les espaces que les possibles, sont vus à partir de leur capacité à offrir des alternatives au présent et au passé. Pour les jeunes, participer à la construction, à la redéfinition continue de cette réalité spatiale, est une manière d'être au monde et de pouvoir y exister. La mobilité devient donc dans ce sens de l'imaginaire, un mode d'être en soi, seul capable d'offrir la découverte d'horizons futurs et souvent de simplement survivre. Cette dynamique imaginaire a ses contraintes et vitalités propres dont il faut tenir compte dans toute intervention et compréhension des pratiques migratoires des enfants.

Autour de la régulation des pratiques de mobilité, du travail des enfants, se joue un théâtre social bien plus vaste de l'assignation de certaines catégories de personnes à certains territoires, à certaines fonctions, à certaines institutions. Pour les potentiels migrants et les groupes sociaux ghanéens, la gestion, voire la suppression de la mobilité par voie de régulation est un enjeu social de taille. Ce n'est pas tant que le sort de ces migrants émeut les classes dominantes (on voit tous les jours par leurs pratiques, qu'ils peuvent se dissocier complètement de cette réalité de l'autre migrant). Mais, c'est que les pratiques de migrations secouent, questionnent l'ordre social²⁶, questionnent des distinctions sociales cruciales, entre identités de genre, entre enfance et âge adulte.

²⁶ Ou est source d'anxiété, dans la mesure où la migration et le travail des enfants représentent le « désordre » social, voire le sous-développement (Nieuwenhuys 1996, Derby 2011). Effectivement, on se doit de reconnaître sous ces tensions, la profonde perception ghanéenne (voire mondiale à des degrés différents) d'incertitude face à la vitesse et la profondeur des changements et misères contemporaines et donc face au futur.

Cette diversité des enfances et les profonds changements familiaux qui vont de paire, la multiplication et la redéfinition des normes liées à l'âge et au genre et la transformation des relations sociales qui en découlent, sont des défis centraux pour l'élaboration de la politique de l'enfance au Ghana et la compréhension des débats qui la forment.

2.4.4. La recherche ignore

Pour développer une prospective du secteur du cacao et donc de l'évolution de ses demandes de main d'œuvre, de sa monétarisation et de sa « financiarisation », il faut approfondir la connaissance des modes d'accès à la terre et des conflits fonciers, de leurs modes de gestion et effets conséquents. Les diverses pratiques existantes semblent avoir assuré des formes de distribution locale de ressources (la terre principalement) à moindre coût. L'évolution des rôles et prérogatives des *chiefs* depuis *l'indirect rule* coloniale, jusqu'au post-Nkumah est constante et souvent localement spécifique (Benneh s/d). Une option politique est d'agir au niveau informel sur la résolution des conflits fonciers en pariant que ces résolutions fassent école et que se redistribuent les terres et leurs régimes d'héritage ; une tentative de régulation formelle est une œuvre titanesque nécessitant des services étatiques décentralisés efficaces.

Pour des raisons développées dans la section suggestions, des perspectives essentielles manquent dans l'étude des formes de mobilités des enfants et des jeunes. Sont nécessaires des études détaillées permettant de placer les pratiques de mobilité dans une perspective diachronique, des études qui replacent les pratiques de mobilité dans le cycle de vie des personnes mobiles (Woodhead 2007, Berlan 2011). Que deviennent les migrants ? Qui retourne dans les zones d'origine ? Ces études sur la durée devraient prendre en compte autant de formes de mobilité d'enfants et de jeunes que possible pour avoir des points de comparaison. Naturellement, l'idéal consisterait en un suivi sur la durée de carrières concrètes de migrants. Dans la mesure où le Centre des Etudes des Migrations et le National Population Council sont des institutions pérennes, on peut envisager que tôt ou tard, un tel programme de suivi pourra être mis en place profitant des recherches synchroniques menées par ailleurs. Les effets de la migration sur le cycle de vie sont ignorés, il faut donc pouvoir les mesurer. Les trois dimensions que Woodhead (2007) suggère pour évaluer l'impact socio psychologique du travail sur les enfants, requièrent des données diachroniques et un travail sur plusieurs échelles²⁷.

Les quelques narratifs entendus au cours de cette courte recherche furent extrêmement riches et instructifs, ils ont permis de saisir des carrières de migration typiques.

Il faut approfondir les échanges entre les enfants mobiles et d'autres personnes, entités, il faut stimuler et alimenter les réseaux d'échanges de différents capitaux humains, sociaux et financiers. Les enfants mobiles soulignent constamment l'importance de la contribution aux ressources de la famille réduite, les parents, la mère et la fratrie.

²⁷ Ces échelles étant, le développement (l'impact du travail dans le cycle de vie de la personne), le contexte (l'impact sur les relations sociales et la situation matérielle) et les médiations (l'impact sur les enfants des normes culturelles dans les milieux où ils vivent), sans oublier le niveau de l'estime de soi, du sujet.

Les études existantes ne portent pas assez sur les différents flux d'échange entre les enfants mobiles, d'autres enfants, leurs familles, leurs employeurs,... Les formes que prennent les échanges sont très diverses, acquisition d'un trousseau, argent, nourriture, abri, formation, symbolique, alliance, connaissance, ... L'économie de la migration se comprend dans un cadre familial et les échanges qui se passent dans son cadre sont loin d'être uniquement monétaires ou ni même matériels.

Cette situation est une donnée extrêmement importante pour les *policy makers* : les mobilités d'enfants se passent dans une économie moins monétarisée que ce que laisse transparaître les observations des milieux urbains. Le manque de liquidités est un facteur économique central de la situation dans laquelle vivent les familles des enfants migrants, situation qui valorise les échanges non monétaires, sociaux, humains,... Il importe de tracer précisément les formes et les modalités d'échanges qui irriguent les mobilités. Outre matériels, les échanges et bénéfices sont aussi imaginaires, il s'agit également de « *freedom* », d'échapper au « *contrôle* » des parents, de « *becoming somebody* », de « *to know the world* », de gagner du « *respect* », ... Ces échanges et leurs effets, doivent également être tracés et analysés.

2.5. Conclusions

Les facteurs déterminant les mobilités des enfants sont multiples et relèvent d'échelles différentes (Silvey 2004). Ils agissent non seulement au niveau de la perception de soi, de l'estime de soi, de la subjectivité, ainsi qu'au niveau familial qui est aussi en milieu rural une unité de production économique. Ces facteurs relèvent également de l'échelle régionale, les déséquilibres et représentations régionaux sont centraux dans les dynamiques observées. Le niveau national est essentiel, par exemple, le rôle de l'état est déterminant dans le domaine de la protection sociale, de l'éducation, de l'accès à la terre, ... mais aussi au niveau de l'imaginaire national, collectif. Les conditions structurelles qui affectent les enfants migrants et leurs familles relèvent aussi de pouvoirs propres à l'échelle globale. Par exemple, les efforts engagés pour lutter contre le travail des enfants dans les zones de production de cacao tiennent à ce que le cacao lui-même est une marchandise globale, ... On voit comment la fièvre de l'or, le succès des activités de *Galamsey* sont liés au cours mondial de l'or,... On voit aussi comment l'insertion du Ghana dans le système financier mondial peut transformer le type de main d'œuvre recherché et donc, la capacité de promotion du secteur du cacao pour des migrants pas très riches.

Outre prendre en compte la multiplicité des facteurs affectant les mobilités d'enfants, il faut replacer ces mobilités et le travail d'enfants vers les zones de production de cacao dans une perspective historique plus large : le travail familial a toujours été essentiel dans le secteur du cacao au Ghana, c'est une de ses caractéristiques (Berlan 2011, Hill 2008) ; la forêt et la côte ont toujours été des centres d'innovation, de capitalisation ; la riche histoire de centralisme politique a produit des mentalités et des formes économiques particulières (« *capitalistes* », Hill 2008, Amanor 2001).

Toute politique envers la mobilité des enfants devra prendre en compte ces différentes dimensions. Trop souvent, les politiques de l'enfance agissent principalement sur deux échelles celle des normes culturelles locales et celle des relations sociales du niveau de la communauté.

Bien qu'elles se concentrent sur le niveau communautaire, ces politiques ne semblent pas prendre en compte le sens de la justice omniprésent, ni mêmes les droits, qui sont, de facto, à travers les pratiques quotidiennes, reconnus localement à ces enfants migrants, ainsi qu'aux autres²⁸.

Ces choix programmatiques se basent sur une conception de l'enfance (citoyen, mais à protéger, à distinguer) éloignée de l'enfance vécue par les enfants migrants. Cet éloignement est préjudiciable, il installe entre les populations concernées par la mobilité des enfants et les activistes une relation de suspicion, une distance à laquelle il faut remédier. Il faut au contraire tout mettre en œuvre pour créer de la visibilité, des échanges. Dans la mesure, où dans la pratique et selon les conventions internationales, le rôle de l'état est central, l'état doit être stimulé, encouragé, interrogé.

Ces questions d'interprétation des phénomènes de mobilités ne sont pas des arguties académiques. Les efforts académiques récents sur les enfants migrants au Ghana (Kwankye 2011, 2009, Hashim 2005, Derby 2011, Survey 2008) se sont évertués à montrer combien ces mobilités étaient des tactiques familiales et individuelles de survie et de mobilité sociale, d'éducation au sens large. Ces efforts de recherche concourent à ne pas focaliser l'attention sur des individus malhonnêtes, coupables qui exploiteraient la pauvreté des enfants et de leurs familles (une criminalisation de la mobilité), mais à prendre en compte la complexité de ces pratiques, toute leur épaisseur sociale, historique, leur enracinement dans la réalité sociale contemporaine.

Finalement, au vu des contraintes structurelles qui produisent la mobilité des enfants et des risques qu'ils courent, les facteurs qui les poussent, il me semble que toute intervention en leur faveur doit travailler au niveau de la prévention, mais également au soutien de ceux qui sont en route.

²⁸ Par exemple, l'abus sexuel, la maltraitance physique, la privation de soins, de nourriture sont condamnés et motivent l'intervention d'autres adultes.



Domeabra, Asankrangwa

III. Suggestions

La section Suggestions qui suit occupe une place importante dans ce rapport. Une fois établis les phénomènes de mobilité, il importe que cette compréhension se traduise en orientations programmatiques. Le lien entre suggestions et les analyses présentées ci-dessus est constamment rappelé. La capacité d'apprentissage et d'analyse permanente du secteur de la promotion de l'enfance est dès lors centrale.

Ces suggestions sont organisées en trois champs d'action : Le premier propose le développement de services de proximité, des actions envers les enfants et leurs familles ; un second champ d'actions s'attèle au renforcement et à la structuration des services d'appui et de la promotion de l'enfance ; enfin, le troisième champ d'action concerne des suggestions générales qui doivent faire l'objet de plaidoyer et de politique structurelles.

Avant d'entrer dans la description de ces suggestions, quelques observations et principes qui les orientent :

3.1. Contraintes sur les suggestions

Face aux pratiques observées de mobilité des enfants et des jeunes, la mobilité n'est pas tant un acte criminel qu'un comportement qui permet aux enfants, aux jeunes et à certaines de leur famille de faire face à des difficultés et surtout d'ouvrir des horizons. Ces difficultés sont principalement d'ordre économique. Présentée de manière plus active, en prenant en compte les effets poursuivis par les agents mobiles, la mobilité apparaît comme une manière pour ces enfants et ces jeunes de se réaliser dans la société contemporaine ; ce comportement participe à la réalisation de 'moi' (*self*) contemporains. En tant que travailleurs, les enfants et les jeunes sont particulièrement sujets à l'exploitation. Le manque de capital humain, social, identitaire (âge, genre, origine) sont autant de facteurs de vulnérabilité.

Les efforts de lutte contre le travail des enfants se sont concentrés sur la transformation des normes sociales locales et la prise en charge par des associations, des services de l'état, d'enfants migrants de manière indépendante, « trafiqués », c'est-à-dire leur « rapatriation/ rapatriement ». Or, le travail et la mobilité ne relèvent pas de facteurs uniquement, ni même principalement culturels. Il faut agir sur d'autres plans également. En outre, le risque de vouloir changer les pratiques et les cadres d'interprétation (et donc de déprécier ou ignorer les normes, droits, notions de justice, mécanismes de prises en charge locaux, endogènes), est de se laisser emporter par la tentation à la « prêcherie », qui finalement renie le principe déclaré d'établir un dialogue.

Ces suggestions proposent que plus de temps et de ressources soient consacrés à la connaissance, l'organisation et au renforcement des enfants et des fermiers. De même, si la pression médiatique contre le travail des enfants et la sensibilisation sont utiles pour créer un climat de pression et criminalisation des pires formes d'exploitation (*bonded labour*, exploitation sexuelle, exploitation économique des jeunes travailleurs, ...), c'est évidemment le rôle de l'état d'imposer ces valeurs auxquelles il a souscrit en tant que gouvernement de la nation, car il est en effet de sa seule et légitime responsabilité d'organiser les systèmes (de protection sociale, judiciaires et de lutte) qui doit faire respecter les principes qu'il a institués. Le rôle de la société civile est donc de développer les capacités des citoyens à négocier leurs droits avec l'état. Il s'agit plus d'organiser, de développer les capacités d'analyses, de réflexion, de production, que d'imposer des changements de mentalité en soi, entreprise toujours questionnable du point de vue des résultats et de l'intention. Cette brève analyse des mobilités des enfants a montré en quoi leurs comportements sont les fruits de processus puissants. Lorsque les comportements sont aussi enracinés dans la survie et la production de soi que les mobilités des enfants, la transformation de comportement des normes et valeurs n'est pas une simple question d'opinion ou d'information.

Au contact avec les ONG locales, il apparaît rapidement que leur relation avec les communautés avec lesquelles elles travaillent au changement est teintée de suspicion : les agents de ces organisations supposent dans leur discours que les « communautés » (?) ont intérêt à ruser et à cacher des comportements qui ne seraient pas acceptables. Ce climat de suspicion ne peut pas donner lieu à une émancipation. Par définition, l'émancipation ne souffre pas la moralisation autoritaire des comportements, elle ne se construit pas sur le préjugé d'ignorance, mais plutôt sur l'auto éducation.

La mise en place de comités communautaires de vigilance est une pratique qui a été testée dans la région. Elle consiste à déléguer la vigilance des normes internationales à des adultes résidents. Du point de vue de cette étude, il s'agit également de confier à des employeurs potentiels de main d'œuvre bon marché la vigilance contre les abus de cette main d'œuvre. De plus, logiquement, il faudrait que les pratiques d'utilisation de main d'œuvre familiale et mobile, enracinées dans l'histoire du secteur du cacao soient rendues obsolètes par des investissements dans le secteur visant à renforcer les capacités de production des petits agriculteurs. Or, il y a vigilance communautaire, elle doit être encouragée ; encore une fois, il ne s'agit pas tant de l'adoption de normes que d'une vigilance et écoute actives. De plus, les enfants migrants disent qu'ils préféreraient ne pas bouger pour travailler et pourtant ils s'évertuent à le faire, par choix – pour réaliser des aspirations, et contrainte – parce que les moyens pour y parvenir ne leur sont pas disponibles. Les effets de pouvoir se cristallisent dans cette ambiguïté, il faut saisir combien ces enfants semblent être le lieu de projection des incertitudes, la peur, la nécessité et le désir de toute une société.

La lutte contre le travail des enfants ne souffre pas de relativisme dira-t-on, mais le travail des enfants ne se solutionne (puisque ne se comprend pas) par la seule criminalisation. Encore que la criminalisation actuelle est loin d'être généralisée, puisqu'elle tolère des abus sur les trottoirs et dans le plus public des espaces publics, les marchés par exemple à Accra, à Kumasi.

Ces situations de déni, de contradictions concourent à créer de la distance entre différentes catégories de population, et entre différentes enfances mêmes. Sans compter que la stigmatisation du passé et de l'ignorance entraîne naturellement une stigmatisation des parents et des générations antérieures, alors même que la famille, lieu premier de l'articulation entre les générations, reste la cellule fondamentale pour la protection et la dotation de capitaux à l'enfant et qu'elle se fonde sur cette relation intergénérationnelle. Si la famille reste, la cellule de protection et de dotation essentielle pour les enfants contemporains, alors toute intervention, ô combien bien intentionnée, qui déforce cette unité apparaît contreproductive. L'intervention se doit plutôt de travailler à un soutien au dialogue intrafamilial et au renforcement des capacités de production de capital de ces familles. La diversification des réseaux sociaux, du capital social est apparue tout au long de l'analyse comme fondamentale à l'émancipation des enfants.

Toute action de développement en faveur de l'enfance qui aurait comme effet de pousser à la dissimulation doit être reconsidérée. Une grande difficulté du travail à faire tient justement à la non visibilité des enfants dans les fermes de cacao, leur dispersion dans la forêt. Les chemins d'accès sont difficiles, le temps des agents de terrain réduit. Bref, il est clair que pour ce genre de soutien, comme pour tout projet d'éducation au sens large, le défi de telles interventions consistent à parvenir à mobiliser en suffisance des ressources humaines en quantité et de qualité, de garantir la constance des interactions, la pertinence et la maîtrise de méthodes ; la capacité éducative dépend donc, de la quantité et de la qualité des interventions. . En termes de stratégie programmatique, il semble urgent, outre les activités de travail sur les normes locales, de se consacrer à l'offre d'animation des enfants et des jeunes et des unités de production. Cette offre doit pouvoir attirer les intéressés au défaut de pouvoir les visiter tous, ce en quoi on perdrait d'ailleurs le bénéfice de leur rencontre et des échanges entre eux.

Avant de poursuivre avec les suggestions proposées, il convient de revenir sur la question de la visibilité des enfants mobiles et la protection qu'elle offre : cette protection porte sur les abus ponctuels, elle agit plutôt par défaut, être dissimulé expose aux abus.

En ville, ce qui frappe justement c'est l'évidence des enfants travailleurs dans le domaine public (exception faite par exemple de Sefwi Wiawso où le service du social welfare de l'état, veille à ce qu'aucun enfant ne travaille comme porteur sur le marché). Les résidents de Tamale pointent que le phénomène de *Kayayei* sur les marchés, enfants, souvent des jeunes filles, vendant leurs services de portefaix, a pris un essor particulier depuis les 5-6 dernières années. En ville, il semble y avoir une tolérance, voire une indifférence à ce phénomène. Force est de reconnaître que les services de ces enfants sont achetés. Alors même que les activistes s'insurgent face aux enfants exploités dans les fermes de cacao, les gens de leur classe sociale recourent largement à ce type de main d'œuvre à une échelle nouvelle. D'une part, ce double standard dépend de l'existence d'entités publiques, voire privées si elles ont les moyens et la légitimité suffisante, pour imposer le respect de normes.

D'autre part, ce double standard de valeur permet d'observer les hiérarchies socioculturelles propres au Ghana, incluant, l'ethnie, l'origine, le niveau d'éducation formelle, les ressources économiques, le milieu de résidence (rural, petite ville, grande ville, hiérarchisation des espaces), les processus d'individualisation et la pression médiatique globale.

Le cacao est un produit global, qui s'insère dans une économie de normes globales, contrainte à des valeurs qui tendent à se globaliser, tandis que les *Kayayei* ne font que porter les commissions du marché à la boutique, de la boutique au restaurant, etc.... trop local, trop peu régulé, pour attirer la sanction normative par des classes sociales tout à leur promotion individuelle et leur insertion dans la globalité, (encore une redéfinition de l'espace pertinent). Alors que prend forme un discours cohérent et universel, local, basé sur le droit à l'instruction, dans la pratique l'absence de services d'aide sociale, les doubles standards qui composent avec les intérêts de différentes catégories sociales et les déséquilibres régionaux, entre faiblesses ou à l'inverse capitaux des réseaux sociaux, se produisent des enfances différentes. C'est autour de ces expériences diversifiées de l'enfance que doivent s'articuler les politiques de l'état et donc les activités de plaidoyer de la société civile.

3.2. Des services de proximité

3.2.1. Des enfants organisés ? Connectés, visibles.

Les observations réalisées ainsi que les données publiées, indiquent que l'état ghanéen dispose des moyens nécessaires pour développer des politiques sociales et économiques qui répondent aux conditions de vie concrètes de la majorité de sa population. La mise en place à l'échelle nationale du système national de santé est un signe encourageant²⁹. Les taux de croissance économique déclarés³⁰ laissent penser que l'état doit pouvoir capter les moyens qui devraient lui permettre d'assumer de mieux en mieux ses rôles dans les services sociaux, l'éducation, l'extension des services de justice indépendants, ...

Mais, comme dans tout système politique, pour garantir les droits et le bien-être de catégories sociales déterminées comme les enfants issus de familles pauvres, en tout cas fragilisées, il faut une sphère publique diversifiée, bouillonnante et ouverte, des espaces où peuvent se rencontrer différents acteurs, prendre la parole et où se négocient les politiques de distribution des ressources entre ces différents agents, privés et publics. Pour pouvoir être de véritables agents légitimes dans cette sphère publique, les acteurs, les groupes, les catégories, doivent s'associer et s'organiser.

²⁹ <http://www.nhis.gov.gh/?CategoryID=158> (19/10/2011)

³⁰ Il semblerait que le PNB du Ghana pour 2011 dépassera la prévision gouvernementale de 14% annuel (16 voire 20% sont évoqués). Selon la Banque Mondiale et la Standard Bank, le Ghana a l'économie avec le taux de croissance le plus rapide du monde. <http://www.graphic.com.gh/news/page.php?news=15726>

Les enfants n'échappent pas à cette logique dans la mesure où il apparaît clairement que, s'ils ont un rôle économique et culturel important, leur agence politique est très réduite, sauf à travers les productions d'artistes populaires.

La nécessité de travailler à l'intégration des enfants dans les mouvements, par les mouvements sociaux s'impose. Le degré d'organisation des enfants et jeunes dépend d'eux, de leur disponibilité, intention et intérêt. L'organisation des enfants et de jeunes doivent pouvoir se structurer, s'organiser avec l'aide d'adultes pour défendre leurs intérêts en tant qu'association.

De toute évidence, la clé d'un appui effectif à l'enfance en difficulté est la possibilité et la constance d'interaction avec d'autres personnes, adultes ou non, qui leur sont sympathiques, des mentors (Lavan & Maclure 2011). Il importe de développer une approche de terrain dense ; le défi de l'empowerment des enfants est le maintien de contacts réguliers, de qualité entre les enfants et les mentors ; une grande capacité d'écoute est donc essentielle. Aucune technicité ne pourra substituer, le principe de base de toute forme d'éducation et de formation : des interactions régulières et de qualité entre éducateurs et enfants.

L'idée émise par PDA (Participatory Development Associates, Ghana) de travailler à la dynamisation d'un mouvement en faveur de la définition de politiques pertinentes en faveur de l'enfance recoupe ces suggestions dans la mesure où il s'agirait de former des alliances et de développer une réflexion sur les enfances ghanéennes. L'appellation "*movement*" a donc toute son importance.

L'exploitation des enfants prospère à partir des désirs des enfants, du statut inférieur de l'enfance, des pauvretés, des difficultés familiales, de la recherche de main d'œuvre bon marché et surtout d'un développement inégal. La moralisation du travail des enfants ne sera pas suffisante pour en terminer avec cette exploitation. Elle doit s'accompagner par la constitution de forces qui font valoir le respect des droits des enfants et l'attribution de fonds pour soutenir une politique émancipatrice de l'enfance. Les conditions économiques au Ghana pour soutenir ces politiques sont favorables.



Focus group, Amoaman

Les tactiques de réponses à la pauvreté éprouvées par des enfants principalement du Nord et les tactiques d'investissement dans les zones de cacao par de jeunes migrants, ces tactiques, dans tous les cas, trouvent leur origine dans une différenciation des espaces, et la perception de ce qu'existent de "*greener pastures*". Ces "*greener pastures*" sont exploitées selon les capitaux dont on dispose. L'acquisition de ces capitaux souvent à un âge très jeune (12, 13 ans) est douloureux. Les pratiques de mobilités qu'elles soient temporaires, saisonnières, permanentes, consistent à partir à la recherche de ressources et d'indépendance, d'émancipation. Dans ce sens, la découverte de l'espace se conjugue avec la découverte et la production de son futur; ces deux quêtes se confondent. Mais ces tactiques restent toujours le projet d'un individu, voire de sa famille proche. Les capitaux sociaux mobilisés au cours des migrations indiquent les ressources sociales que les programmes doivent renforcer, telle la famille, les associations de migrants, leurs structures informelles, et surtout les jeunes et les enfants à tous les niveaux.

Ces actions doivent se faire en parallèle du système scolaire qui reste très compétitif et dont l'accès et la qualité sont encore limités, notamment pour les plus pauvres. Il faut marquer sa présence dans les villages.

Cependant, les liens sociaux évoqués sont assez lâches, un aîné de famille (frère, cousin, tante, oncle,...), une personne du même village, de la même ville, de la même ethnie,... D'ailleurs, pour un enfant, une distance de parenté est également un élément qui lui permettra de mieux négocier sa rémunération (un enfant ne peut pas demander une rémunération à un parent proche), sans pour autant compromettre sa sécurité, ce qui implique d'"être sous quelqu'un", travailler pour quelqu'un, en échange de quoi la séniorité et le réseau social de cette personne protège l'enfant.

Rémunération financière, alimentation, abri, accès à la terre, accès à un apprentissage, à l'école sont autant de forme de rémunérations que les enfants reçoivent.

Cette suggestion propose de développer des rencontres entre enfants dans les zones de production de cacao, comme vivier de pratique associative des enfants qu'ils soient scolarisés ou non. Dans la mesure où des officiers de terrain ne peuvent atteindre tous les lieux, dispersés, où les enfants vivent et travaillent, il s'agit de leur offrir la possibilité de venir aux animateurs. Cette suggestion se fonde sur le principe que les changements dans les pratiques de travail des enfants passent par un *empowerment* des enfants eux-mêmes. *L'empowerment* des enfants et des jeunes n'est pas seulement désirable parce qu'ils donnent des moyens aux enfants pour défendre leurs droits et de les voir mieux respectés, mais aussi parce que des agents vigilants et la vivacité des mouvements de défense des enfants dans les zones de cacao garantissent un contrôle citoyen contre le travail abusif des enfants.

Des enfants migrants ont une meilleure capacité à s'adresser aux candidat(e)s migrant du Nord. La diffusion d'expériences de migrants est une priorité pour la recherche, mais aussi et surtout dans la prévention et la sécurité des mobilités des enfants.

Les activités d'organisation des enfants peuvent prendre la forme simple d'organisations de rencontres avec les enfants vivant autour d'un hameau déterminé. Il s'agit de regrouper les enfants peu importe leur niveau de formation et créer entre eux des liens et des occasions de transmission d'informations, de réflexion (enquête, recherches), d'expression (théâtre, musique, constructions, photographie, ...). Le rythme de rencontre doit être régulier. Ces lieux de rencontre permettraient également aux animateurs de terrain de garder un contact permanent et de développer des offres d'éducation et récréation aux enfants participants. Il ne faut pas voir ces offres de formation de manière formelle, mais bien au contraire, penser aux modes et besoins d'éducation des enfants ruraux, il s'agit de développer des apprentissages construits sur les propres interrogations des enfants, leur participation et leur accompagnement. Cela implique que les animateurs de terrain soient formés et accompagnés en conséquence.



Marché, Tamale

Il est dès à présent évident que le développement d'une telle activité implique de pouvoir mobiliser des artistes et techniciens qui pourraient intervenir ponctuellement en fonction des activités développées. Ainsi, l'objectif est d'aider les enfants non scolarisés et isolés dans des hameaux périphériques à se rendre visibles, participatifs. Leur visibilité sociale est essentielle. Il s'agit de leur proposer un espace d'échange et de parole. L'entretien de contacts entre les enfants est crucial. Les rencontres avec les enfants mobiles ont permis de souligner l'importance de pouvoir se confier, mobiliser un groupe de pairs proches. La protection est liée donc à un réseau social sympathique, voire empathique. Comme Aimé Bada, chargé de formation chez Enda et qui travaille avec le Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs, le faisait remarquer (communication courriel, le 3/10/2011), la capacité de transmission de connaissances entre les jeunes et enfants est remarquable d'efficacité parce qu'il s'agit d'une communication entre égaux et agents qui partagent la même position sociale, courant les mêmes risques d'exploitation.

Le MAEJT (Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs – www.maejt.org / AMWYC – African Movement of Working Youth and Children), est un mouvement associatif d'enfants 'travailleurs' créé en Côte d'Ivoire en 1994. Il est présent dans 22 pays africains. Le mouvement est structuré en groupe de base, associations locales, nationales et enfin un mouvement africain. Le mouvement au début de ses activités au Ghana est implanté dans la Volta Region et a débuté des activités en Ashanti.

Les objectifs de ce mouvement recourent la volonté de protéger et obtenir les droits des enfants de l'état et des organisations de la société civile³¹.

³¹ Le Mouvement Africain des enfants et des jeunes travailleurs a défini ainsi leurs douze droits :

Le MAEJT pourrait constituer un partenaire dans le développement d'un travail de proximité avec les enfants. Toutefois, comme le montrent les analyses récentes de Wouango au Burkina et Lavan au Sénégal, une approche « protagoniste » ne peut pas faire l'économie d'une présence et d'une écoute permanente entre les enfants et des mentors/ éducateurs de terrain. Dans la mesure où ils sont des travailleurs, on peut se demander légitimement s'ils ne devraient pas participer, être encadrés, représentés, soutenus, dans le cadre des associations de défense des droits des travailleurs, et autres organisations communautaires de base.

3.2.2. Travail de proximité avec les unités familiales de production

Plusieurs suggestions présentées ici s'inspirent de la veine latino-américaine de l'éducation populaire (Bengoa 1999) et de la recherche-action développée par Enda. Pour ces « pédagogies des opprimés », pour reprendre un titre de Freire, l'autonomie des personnes passe par le développement des capacités d'analyse et de prise de décision, mais aussi par le développement de la capacité d'organisation et de revendication des opprimés (le texte a évoqué ci-dessus les subalternes), par la structuration de mouvements sociaux. Pour cette pédagogie, comme pour l'imaginaire et les comportements des enfants et des jeunes, la notion d'autonomie est un principe imposé qui se transforme en valeur.

C'est dans cette perspective, mais aussi dans celle de la coordination des efforts développée dans les suggestions antérieures, que l'idée de mobiliser au Ghana un « mouvement » en faveur de l'enfance doit être appréhendée³². Un mouvement élargi à l'échelle nationale devrait se poser comme objectif de mener à des politiques réalistes de l'enfance, tenant compte des pratiques et des perspectives, notamment démographiques. L'adéquation entre la poursuite de l'autonomie par les pédagogies populaires et par les enfants mobiles, et l'intuition d'un mouvement, incitent donc à se pencher sur des méthodes d'éducation populaire, parce qu'elles tentent d'améliorer les pratiques existantes des apprenants, et leur position sociale sur la base de leur propres réflexion et initiatives.

Le propre du secteur de production des fèves de cacao au Ghana est la petite taille de ses exploitations. Tout au long de ce rapport, la notion d'unité de production familiale s'est imposée comme la cellule sociale de référence identitaire, matérielle, c'est pourquoi l'étude et le soutien à ces unités fondamentales de la 'production' des enfants méritent toute notre attention. L'unité de production familiale n'est pas qu'une entreprise.

Elle est responsable de la reproduction du groupe, dans tous ces aspects humains. Cela concerne presque tous les enfants de 0 à 5 ans, et plus des trois quarts (76,5%) des enfants de 5 à 17 ans qui vivent avec leurs deux parents (Cocoa Labour Survey 2008 :107).

Droit à une formation pour apprendre un métier ; Droit à rester au village (à ne pas "s'exoder") ; Droit à exercer nos activités en toute sécurité ; Droit à un travail léger et limité ; Droit à des repos maladie ; Droit à être respecté ; Droit à être écouté ; Droit à s'amuser, à jouer ; Droit à des soins de santé ; Droit à s'exprimer et à s'organiser ; Droit à apprendre à lire et à écrire ; Droit à un recours et à une justice équitable, en cas de problèmes.

³² Je remercie Tony Dogbe de PDA d'avoir partagé avec moi sa vision.

Il apparaît clairement que le travail des enfants se passe au cœur de cette unité humaine, il est donc compréhensible que participation, travail, éducation, loisirs, spiritualité s’y combinent sans cesse, cette unité doit être un espace d’intervention privilégié.



Mass Spraying

La suggestion est d’aborder l’univers familial par son aspect économique, reconnu prioritaire par tous les acteurs. Cette suggestion propose de travailler avec les unités de production pour en faire une analyse participative.

Tous les membres de l’unité de production participent au développement d’une carte de rentabilité orientée par le calcul simple de input, output. Cette analyse des unités de production doit s’adapter à la nature des inputs et outputs de l’unité qui ne sont pas uniquement financiers. Cette analyse, éducative en soi, méthode d’extension basée sur les pratiques des agriculteurs, doit être menée par tous les acteurs de l’unité de production, sous la direction d’un animateur, facilitateur. Cette analyse permettra à tous les acteurs de l’unité de connaître la rentabilité de l’unité, la nature des inputs et outputs, avec une attention particulière à la main d’œuvre et les circuits de commercialisation et acquisition de biens exogènes. La participation des membres de l’unité de production à ce processus doit permettre d’ouvrir des dialogues et des actions, adaptations basées sur les constatations de l’analyse.

Cela peut mener à des considérations techniques, économiques mais également à la renégociation des relations de pouvoir et des droits des femmes et des enfants qui participent intensément à la production sans avoir grand droit à la gestion du produit de leurs efforts.

La puissance d'une telle activité se fonde sur la participation et sur la production d'un diagnostic participatif au cœur des préoccupations, de la vie même des familles. La participation à l'analyse et aux débats basés sur des faits établis par les intéressés, agit sur les relations et stratégies des familles. A notre connaissance, la carte de rentabilité des unités de production familiales rurales a été mise en œuvre par une association de paysans Burkinabé, le Naam de Kumbri, il est impératif de prendre connaissance de cette expérience.

Le développement d'une telle méthode requiert un travail préliminaire, expérimental dans un premier temps, pour mettre au point la méthode et ensuite pouvoir former des animateurs de terrain capables d'accompagner ces analyses. La méthode doit naturellement se baser sur les pratiques agricoles du secteur du cacao, et sur les modes de figurations pertinents pour les acteurs qui y participent : graphiques, narration, installations. Après la phase de production des outils pour la mise en œuvre de la méthode, le cercle des animateurs ayant participé à son élaboration devra être élargi pour lancer les premières expériences. Comme toute action innovatrice, le suivi et l'adaptation continue de l'outil devra compter de la programmation initiale, elle permettra de décider de l'arrêt du projet, soit parce que l'outil à maturité pourra être diffusé plus largement soit car il aura atteint sa limite.

3.3. Renforcement et structuration du secteur de l'enfance

3.3.1. Construire des alliances et renforcer les réseaux

L'approche la plus pertinente pour lutter contre les pratiques abusives de travail des enfants, est de gagner plus de poids public en s'alliant avec des individus, des groupes, des institutions favorables à une émancipation effective des enfants à travers des politiques publiques réalistes. La problématique de l'enfance au Ghana, des enfances ghanéennes, doit être envisagée dans le cadre d'un programme national, diversifié, adapté aux différents groupes, porté par les institutions de l'état. Pour ce faire, ces institutions devront recevoir des moyens publics à la mesure de leurs tâches. Les instances non gouvernementales travaillant au respect du droit des enfants sont multiples, il faut, faute de fédérer les efforts, identifier des buts et des stratégies communes.

C'est une affaire de coordination dont une institution devra immanquablement prendre le leadership. Au Ghana comme dans le reste du monde, les sources d'information, les médiateurs culturels se multiplient et se diversifient. Les mass media, notamment la télévision, les personnes circulant dans le pays, véhiculent des modèles d'enfance divers, des références diverses. Ainsi, les sources de la subjectivité des enfants contemporains se multiplient, même pour les enfants ruraux. Les migrants, les artistes populaires, chanteurs, musiciens, conteurs, théâtres, scénaristes, acteurs, sont des véhicules privilégiés d'information, surtout pour les enfants ruraux les plus pauvres qui ont peu d'accès à l'écrit et peu d'éducation au monde contemporain dans le cadre de leur école.

Il est important de garder à l'esprit que les artistes n'expriment pas seulement des sentiments existants, circulant dans la sphère publique, mais ils créent également des interprétations qu'ils diffusent.

Réduire leur rôle à celui de 'diffuseurs', de haut-parleurs, de perroquets, de disséminateurs, de valeurs en musique, serait une grave erreur et un gaspillage de ressources. Il faut les associer aux recherches et aux activités sur le terrain. Leur rôle sera fondamental dans ces activités d'éducation populaire.

De leur côté plusieurs chercheurs académiques, insérés dans des institutions de recherche reconnues au Ghana travaillent sur la question des droits des enfants et produisent nombre de travaux empiriques. Ces chercheurs travaillent toujours avec en point de mire le développement de politiques en faveur des enfants dont ils étudient les pratiques. Leurs articles proposent fréquemment des recommandations. C'est à travers des activités concrètes, contractuelles et de débats que les liens entre les chercheurs pourront se nouer et prendre leur sens. Plusieurs institutions et chercheurs ghanéens se concentrent sur les migrations des enfants (National Population Council, le Centre de l'étude des Migration de l'Université du Ghana, Legon). Il s'agit pour les intervenants de s'approprier et de disséminer des connaissances produites dans le cadre des études. Les formes de ces produits de dissémination devront être conçues en fonction du, des, public/s cibles et avec leur participation.

La construction de ces alliances ne peut se faire « sur le dos » des enfants et des jeunes, qui sont les premiers acteurs de leurs propres mobilités. Cette évidence déplace la cible qui était identifiée par la 'traite'. Il ne s'agit plus de faire face uniquement à des criminels, ou de criminaliser des acteurs participant à un phénomène bien plus complexe. Les enfants eux-mêmes décident et sont contraints de bouger pour gagner de l'argent. Cette contradiction doit être au centre de l'attention des programmes de promotions de l'enfance. Fréquemment leurs parents, des membres de leurs familles, participent à leurs efforts. Ces comportements montrent le rôle central des enfants dans l'économie familiale, régionale, nationale et globale. Il faut en tenir compte et rompre cette première injustice qui consiste à leur confier des responsabilités économiques et aucun droit à l'expression publique ; au contraire, leurs capacités d'expression et de co-veillance, de protection et soutien mutuel doivent être développées.

Une intervention qui implicitement n'accorde pas de rôle actif aux enfants travailleurs est une intervention qui reproduit leur « subalternité ». La participation directe des individus tourne alors souvent au '*tokenism*', à de la figuration, il faut donc que les enfants soient inclus en tant qu'acteurs, citoyens organisés, représentés. Une force de la société civile au Ghana en tant qu'acteur organisé et partageant des ressources entre eux, est à rechercher dans les nombreuses églises. Ce n'est pas seulement que des églises développent des projets d'intervention à travers des organisations propres (voir par exemple <http://www.agreds.org/> qui travaille spécifiquement en faveur de l'enfance), c'est qu'au sein des églises, voire des communautés musulmanes, des personnes forment des groupes, développent des mécanismes de soutien social d'autant que l'autorité religieuse est très forte au Ghana et touchent de nombreuses personnes.

Outre le monde artistique, ces forces vives devront être associées à une discussion élargie sur l'enfance au Ghana et associées aux actions d'information et de communication. De toute évidence, les capacités de création et de mobilisation de ressources par les agriculteurs du pays sont multiples, l'observation de ces capacités et de leur soutien est une stratégie programmatique prometteuse.

A plusieurs reprises lors du travail de terrain, des personnes ont évoqué des actions de plaidoyer, voire de lobby menées auprès d'autorités locales pour demander l'amélioration de services publics. La notion de plaidoyer même semble bien se développer à mesure que l'état gagne en capacité et reconnaissance. Ceci est en soi doublement encourageant, cela atteste les réflexes citoyens et reconnaît l'état comme entité à laquelle échoit la responsabilité de la distribution des services de base et de la justice.

Dans la planification des actions de plaidoyer il faut prendre le point de vue des enfants pour soutenir et identifier les campagnes de plaidoyer. Les activités de plaidoyer devront être coordonnées et collaboratives entre institutions. Les alliés potentiels sont nombreux, tant institutionnels qu'individuels. Une nouvelle attention particulière devrait être portée aux artistes et leurs collectifs, les associations d'enfants et de jeunes et les centres de recherche académique et de l'état. Toutefois, le développement d'une capacité de plaidoyer a ses aspects techniques, les alliances seront donc essentielles.

Quelques thèmes récurrents pourraient faire l'objet de plaidoyers articulés :

- L'école, sa qualité et quantité, formation de professeurs, alimentation, équipements,....
- La préservation des petites unités de production dans le secteur du cacao et donc leur soutien technique (services d'extension rurale) et financier (accès au crédit).
- Développement d'une politique de l'enfance basée sur les réalités locales et qui intègre donc toutes les enfances – entre autres, comme sous-objectif, la régulation réaliste et effective des pratiques de mobilité des enfants.

3.3.2. Learning Organisations

A la base de cette suggestion, deux idées clés. La première : c'est en développant une pratique d'apprentissage permanente que les institutions, les organisations d'aide au développement notamment, sont les plus efficaces (Britton 1998). Leur action est alors orientée par leurs résultats antérieurs et les conditions réelles des personnes pour lesquelles elles travaillent.

La seconde est que tenant en compte la complexité des facteurs impliqués dans le travail et la mobilité des enfants, et des débats qu'ils impliquent (multiplicité d'enfances, relations de genre, déséquilibres régionaux,...), il est nécessaire de développer des actions à de nombreuses échelles, de prendre en compte la complexité des facteurs produisant les comportements de mobilité.

Les questions de réseaux, de sensibilisation, d'organisation et d'éducation ont été évoquées.

Cette suggestion se propose d'augmenter la capacité de production de connaissances et leur diffusion, leur valorisation par les acteurs des politiques de l'enfance. L'information produite doit devenir connaissance. Elle ne doit être pas seulement être partagée, mais assimilée. L'assimilation passe prioritairement par la participation à l'élaboration de la connaissance (Calhoun 2005).

C'est pourquoi les pratiques de réseautage (chercheurs, artistes, ONG, état) et d'alliances sont aussi centrales. La valeur des informations produites dépend naturellement de leur diffusion et de la qualité des « *evidences* » produites.

Trois cibles sont prioritaires et réalistes : de la connaissance doit être produite pour soutenir les activités de plaidoyer, cible public de décideurs nationaux et internationaux, mais aussi et surtout pour identifier ces demandes (« *asks* ») de plaidoyer; de la connaissance doit être produite pour informer, éduquer des enfants et des jeunes – cible enfants et jeunes ghanéens; enfin, de la connaissance est nécessaire pour orienter les politiques et programmes (gestion de l'innovation, monitoring des activités, développement de méthodes d'intervention en faveur de l'enfance) – cible donateurs, policy makers et institutions de terrain.

La définition des activités de plaidoyer doit se faire au sein d'un groupe ou d'un réseau d'organisations. Elle passe donc par la participation à une concertation entre organisations sensibles à/actives dans le secteur de la promotion de l'enfance.

Toute production d'information, documentation, recherche, devrait non seulement faire l'objet d'une concertation avec les autres acteurs ghanéens de production d'information et de recherche sur l'enfance, mais doit aussi avoir un plan conséquent de dissémination, d'exploitation et de valorisation. Coordination des efforts et dissémination sont les deux principes élémentaires à respecter parmi le réseau d'acteurs concernés par l'enfance.

Toute information produite avec les enfants, les jeunes et les communautés, peut devenir de la connaissance utile pour eux, l'éducation au sens large reste un droit et un objectif prioritaire. Ces produits doivent être élaborés en collaboration avec des artistes et techniciens du média concerné mais aussi avec les sujets. Il importe de décliner des informations selon différents média, musique, image, brochure. Chacun de ces médias peut toucher des publics différents.

Le cas de cette étude est illustratif, la documentation des expériences de migration d'enfants et de jeunes pourrait faire l'objet d'une vidéo d'information et de débat sur la question et les conditions de la mobilité des enfants et des jeunes dans le Nord.

Comme le laisse entrevoir cet exemple, les activités dédiées à la dissémination prennent une importance aussi grande que l'activité de recherche elle-même. Les deux doivent être conçues de concert et non a posteriori.

Il importe de planifier en même temps donc recherche et dissémination, laquelle dissémination est un processus participatif en soi. La recherche commandée par une ONG est utile et centrale à la prise de décision et d'orientation de la structure, mais elle doit également participer à la réalisation de sa mission, être valorisée.

Cela requiert un investissement supplémentaire, mais meilleur que celui moindre, d'un rapport de recherche, parcouru quelques fois, parfois mort sur une étagère.

3.4. Plaidoyer et conditions structurelles

3.4.1. Améliorer l'école

La suggestion 3.2.1., des enfants organisés ? Connectés ? Visibles. a insisté sur l'importance de développer les sources de formation alternatives, orientées sur le développement du capital humain existant au sein même des communautés, de leurs réseaux, l'expression et la réflexivité des enfants. Cette suggestion est née de la perception par les enfants et les jeunes eux-mêmes de ce qu'est être éduqué (2.1.5. & 2.1.7.). L'école est une des voies, méthodes combien structurante de l'expérience des enfants et jeunes Ghanéens.

En tant que mécanisme puissant de promotion sociale, l'école primaire telle qu'elle existe dans les zones de production de cacao doit être améliorée. Ces améliorations doivent porter sur cinq axes :

- Les infrastructures et les équipements eux-mêmes nécessitent de sérieuses améliorations.
- La qualité de l'école dépend également de la qualité des enseignants, de la qualité de leur formation. Cette qualité outre la formation continue requiert évidemment un nombre suffisant d'enseignants formés.
- Les conditions rencontrées par les enfants dans leur fréquentation de l'école doivent être améliorées. Pour trop d'enfants, la distance parcourue pour se rendre à l'école, l'absence ou la disponibilité réduite de collations font de l'école une épreuve pour les enfants ruraux.
- Les horaires et les agendas des enfants doivent pouvoir être aménagés en tenant compte autant que possible de leurs occupations extrascolaires. La participation limitée et non dommageable (ni physiquement ni psychologiquement) à l'unité de production familiale continue d'être socialisante pour les enfants et indispensable à l'économie familiale. Il faut pouvoir adapter les agendas et horaires aux conditions concrètes des enfants et des cycles agricoles auxquels ils participent.
- La gestion des écoles³³, des professeurs, des ressources disponibles doit être améliorée. Le développement de ces capacités de gestion de l'école passe par la formation continue des *head teachers* et des autorités locales.

En visite dans un quartier habité essentiellement des familles de la classe moyenne de Accra, on remarque le grand nombre d'institutions privées de prise en charge et éducation préscolaire. Evidemment, ces services correspondent aux besoins et moyens de parents employés dans le secteur formel, tertiaire.

Il ne faut pas s'y tromper, il ne s'agit pas de garde, il s'agit également de socialisation de l'enfant et du développement essentiel de son capital humain.

³³ Je remercie Mme. Martina Odonkor qui a attiré mon attention sur ce point.

L'appui à l'offre de prise en charge préscolaire, de la petite enfance doit être poursuivie comme un but prioritaire dans la promotion de l'enfance.

3.4.2. Investir dans le secteur du cacao

Le monopole d'état sur le commerce international du cacao permet une politique assez active envers le secteur et donc son développement dans une perspective de l'intérêt de la nation. Le défi principal du secteur du cacao au Ghana est un investissement massif pour l'augmentation de la productivité, et le maintien des effets de distributions des ressources que proportionne l'organisation du secteur en petites unités de production. La petite taille des exploitations favorise la préservation des enfants dans la mesure où ils sont pris en charge par des structures familiales de proximité, elle doit être préservée. Cette double exigence ne trouvera sa conjugaison qu'à travers un appui massif en faveur des petits producteurs. Les services d'extension sont trop limités (Cocoa Labour Survey, 2008 : 95, 72,8 % des fermiers n'ont jamais eu de contact avec les services d'extension et seulement 7,9 % ont eu des contacts une fois tous les trois mois).

Cocobod tente de développer des services en faveur des planteurs (éducation des enfants, pension). Les questions portant sur ces services lors des débats avec les planteurs n'ont occasionné que des commentaires ironiques. L'accès au crédit. L'acquisition des intrants, l'insécurité foncière sont constamment évoqués comme problématiques.



Dépôt, Asankrangwa

3.4.3. Investir dans le Nord et prévention

Comme la suggestion précédente, celle-ci apparaît comme un objet de pression et de plaidoyer. Dans la mesure où les phénomènes relatifs à la situation de l'enfance dans les zones de production de cacao ne sont compréhensibles que dans une perspective familiale, nationale, régionale, les propres institutions d'intervention doivent prendre acte de cette extension spatiale en s'alliant, échangeant, se coordonnant sur des problématiques concrètes telle que celle de la mobilité des enfants (de la même manière que les chercheurs étudiant la mobilité des enfants doivent être mobiles).

En termes de prévention et information des enfants potentiellement migrants, il faut valoriser les recherches existantes et les adapter aux différents publics parmi lesquels, prioritairement, les enfants du Nord. Cette valorisation doit partir des témoignages, analyses de migrants, anciens et actuels, et poser les questions centrales qui ressortent de ce rapport du point de vue des risques, capitaux nécessaires, les effets et impacts de la migration (des acquis jusqu'aux traumas).

Cette information doit être en langue locale, en divers formats sur la base d'un film vidéo : brochures, musiques, animation pour les enfants, exposition.



IV. Bibliographie citée

Amanor, K., 2001. *Land, Labour and the Family in Southern Ghana: a critique of land Policy under Neo-liberalisation*. Nordiska Afrikainstituted. Research Report n°116.

Baratta, A., 2001. 'The child as subject of Rights and as Participant in the Democratic Process?' In Bartell, E.J. & O'Donnel, A. (eds.) *The Child in Latin America: Health, Development and Rights*. University of Notre Dame Press: Indiana, USA.

Bengoa, J., 1988. *La educación para los movimientos sociales* [Education for social movements]. In A. van Dam, J. Ooijens, & G. Peter (Eds.), *Educación popular en America Latina: La teoría en la práctica [Popular education Latin America: Theory into practice]* (pp. 7-42). The Hague, Netherlands: Centro para el Estudio de la Educación en Países en Desarrollo.

Bengoa, J., 1999. « *L'éducation pour les mouvements sociaux* ». Antipodes, L'action sociale. Série Outils pédagogiques. Bruxelles, 1999.

Benneh, G., *The land Tenure and agrarian system in the new cocoa frontier of Ghana: Wassa Akropong case study*.

<http://archive.unu.edu/unupress/unupbooks/80636e/80636E0q.htm> (20/10/2011)

Bøås, M. & Huser A., 2006. *Child labour and cocoa production in West Africa. The case of Côte d'Ivoire and Ghana*. FAFO. Fafo report 522

Britton, B., 1998. *The Learning NGO*. Occasional Paper Series. Number 17.

INTRAC. <http://www.intrac.org/resources.php?action=resource&id=381>

(26/10/2011)

Buono, C., 2010. *Vie quotidienne, normes sociales et travail des enfants dans les communautés productrices de cacao. Recherche socio-ethnologique réalisée dans les zones de San Pedro, Soubré, Divo et Alépé Côte d'Ivoire*. Rapport final. **Version intégrale**.

Collaboration: Alfred Babo. Recherche commanditée par International Cocoa Initiative (I.C.I.).

Butler, J., 2005. *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, Editions de la Découverte.

Calhoun, C., 2005. ' *Social Science for Public Knowledge*'. http://www.ssrc.org/calhoun/wp-content/uploads/2008/09/calhoun_-_social_science_for_public_knowledge.pdf

Published on: May 09, 2007. (5/8/2011)

Castle, S. & Diarra, A., 2003. The International Migration of Young Malians: Tradition, Necessity or Rite of Passage? http://www.childmigration.net/Castle_03 (10/9/2011)

Cocoa Labour Survey in Ghana – 2007/2008, 2008. Ministry of Manpower Youth and Employment (MMYE). *National Programme for the Elimination of worst Forms of Child Labour in Cocoa (NPECLC)*. Republic of Ghana. 2008.

De Boeck F. & Honwana A (eds.), 2005. *Makers and Breakers. Child and Youth in Postcolonial Africa*. Trenton, NJ: Africa World Press.

Derby, C., 2009. 'The Gendered Terrain of Household Responsibilities: The Role of Child Domestic Servants in Ghana'. *Paper presented at the annual meeting of the American Sociological Association, Marriott Hotel, Loews Philadelphia Hotel, Philadelphia, PA, Aug 12, 2009* <Not Available>. 2009-05-25 http://www.allacademic.com/meta/p22703_index.html (27/1/2012)

Ferguson, J. & Gupta, A., 2002. 'Spatializing states: toward an ethnography of neoliberal governmentality'. *American Ethnologist*, **29(4)**. Pp. 981–1002.

Foucault, M., 1994. 'La gouvernementalité', In *Dits et Ecrits, III*. Paris: Gallimard. Pp. 635-657.

Hashim, I., 2005. *Research Report on Children's Independent Migration from Northeastern to Central Ghana*. Research Report. Development Research Centre on Migration, Globalisation & Poverty University of Sussex. http://www.migrationdrc.org/publications/research_reports/ImanReport.pdf (5/8/2011).

Hatløy, A. & Huser A., 2005. *Identification of Street Children. Characteristics of Street Children in Bamako and Accra*. FAFO - report 474.

Hill, P., 2008 (1963). *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana: A Study in Rural Capitalism*. Hamburg & Oxford: Lit Verlag, International African Institute.

Jenks, C., 1996. *Childhood*. London: Routledge.

Jolliffe, D., 2004. 'The impact of education in rural Ghana: examining household labor allocation and returns on and off the farm'. *Journal of Development Economics*. **73**. Pp. 287– 314

Kwankye, S., 2011. 'Independent North-South Child Migration as a Parental Investment in Northern Ghana'. *Population, Spaces and Place*, published online in Wiley Online Library. DOI 10.1002/ psp.682

Kwankye, S., Anarfi, J., Tagoe, C., & Castaldo, A., 2009. *Independent North-South Child*

Migration in Ghana : the Decision Making Process. Working Paper T-29. Sussex Centre for Migration Research. http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T29.pdf (5/8/2011)

Lancy, D., 2008. *The Anthropology of Childhood: Cherubs, Chattel, Changelings*. Cambridge: Cambridge University Press.

Lavan, D. & Maclure, R., 2011. 'The Fluctuations of Child Workers Support : A Study of Female Domestic Workers in Senegal'. In Denov, M., Maclure, R., Campbell, K. (eds.) *Children's Rights and International Development. Lessons and Challenges from the Field*. Palgrave Macmillan.

Massart, G., 2009. 'Codesria Planning Workshop : Children and Youth Programme : - A few Reflections and Suggestions'. *Codesria Bulletin*, n°3&4. Pp.15-18.

Natal, A., 2007. *The Empowerment Perspective : The new NGOs' religion*. El colegio Mexiquense. Programa interdisciplinario de estudios del tercer sector. 39. <http://www.cmq.edu.mx/docinvest/document/DD39439.pdf>. Consulté pour la dernière fois le 25/05/2010.

Nieuwenhuys, O., 1996. 'The Paradox Of Child Labor And Anthropology'. *Annual Review of Anthropology*, Vol. 25. Pp. 237 -251.

Participatory Poverty and Vulnerability Assessment (PPVA). Understanding the Dynamics of Poverty with particular focus on Ghana's Northern, Upper East and Upper West Regions. 2011. http://www.pdaghana.com/index.php?option=com_content&view=article&id=589:participatory-poverty-and-vulnerability-assessment-ppva&catid=55:about-ghana&Itemid=210 (20/10/2011).

Silvey, R., 2004. 'Power, Difference and Mobility : Feminist Advances in Migration Studies'. *Progress in Human Geography*, 28,4. Pp. 490-506.

Thorsen, D., 2006. 'Child Migrants in Transit. Strategies to Assert New Identities in Rural Burkina Faso'. In Christiansen, C., Utas, M. & Vigh, H.E. (eds.), *Navigating Youth, Generating Adulthood. Social Becoming in an African Context*. Nordiska Afrikainstitutet: Uppsala.

Weyer, F., 2011. 'Diversification of educational provision and school-to-work transitions in rural Mali. Analysing a reconfiguration of inequalities in light of justice theories'. *International Journal of Educational Development*. 31, pp. 563-565.

Woodhead, M., 2007. 'Harmed by work or developing through work? Issues in the study of psychosocial impacts'. In: Hungerland, B., Liebel, M., Milne, B. and Wihstutz, A. (eds.). *Working to be someone: Child focused research and practice with working children*. UK: Jessica Kingsley, pp. 31-42.

World Bank, 2005. *The Effectiveness of World Bank Support for Community-Based and -Driven Development. An OED Evaluation.*

[http://lnweb90.worldbank.org/oed/oeddoelib.nsf/DocUNIDViewForJavaSearch/CF723FB0D152ACD0852570A1005219EA/\\$file/cbdcdd_evaluation.pdf](http://lnweb90.worldbank.org/oed/oeddoelib.nsf/DocUNIDViewForJavaSearch/CF723FB0D152ACD0852570A1005219EA/$file/cbdcdd_evaluation.pdf) . (30/05/2010).

